

- Choisis ... tu es libre ...

31

Editions programme - Brochures «le prolétaire»

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!

« le prolétaire » - « programme communiste »
« il comunista » - « el programa comunista »

« le prolétaire »

Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA - **Abonnement annuel** (5 numéros): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - **Abonnement de soutien:** 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista »

Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1 €, 5 FS, £ 1 - **Abonnement:** 6,5 €, 25 FS, £ 6 - **Abonnement de soutien:** 13 €, 50 FS, £ 12

« el programa comunista »

Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / America Latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 50 Krs. / America Latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6

« programme communiste »

Revue théorique du Parti Communiste International

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 2000 CFA, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 1,5 - **Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros - **Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 32 €, 64 FS, £ 24, 16000 CFA, USA + Cdn US \$ 32, Amérique latine US \$ 12

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007, Lyon

Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

Supplément à «programme communiste» n°98, revue théorique du parti communiste international / ISSN-0033-037 X / Imprimé par nos soins. Avril 2005

La laïcité, un principe bourgeois

- Table des matières -

	Page
• Introduction. Idéologie laïque et «valeurs républicaines», emblèmes de l'oppression de classe	1
• L' «Ecole de Jules Ferry», école de la bourgeoisie	4
• Voile islamique : A bas les lois discriminatoires! Unité prolétarienne contre l'oppression! (<i>Le prolétaire n°467; Juin-Juillet 2003</i>)	22
• La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires (<i>Le prolétaire n°425; Février-Mars 1994</i>)	26
• Mobilisation réactionnaire pour la laïcité. (<i>Le prolétaire n° 404; décembre 1989 Janvier-Février 1990</i>)	32
• En marge des grèves dans l'enseignement (<i>Le prolétaire n° 401; Mai-Juin 1989</i>)	36
• «Lutte Ouvrière» prosternée devant l'éducation bourgeoise (<i>Le prolétaire n° 313; 16 au 29 mai 1980</i>)	38
• La fonction de l'enseignement dans la société bourgeoise Extrait de: «L'opportunisme et l'enseignement» (<i>Le prolétaire n° 134; Septembre 1972</i>)	41
• Contre le culturalisme (Motion Bordiga au Congrès de la Jeunesse Socialiste) (<i>Programme Communiste n°56; juillet-septembre 1972</i>)	45
• Lénine. De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (<i>Proletari n° 45; 13 (26) mai 1909 - Oeuvres Complètes, Tome 15</i>)	49
• Thèses sur l'Education communiste (1921). Extrait des Thèses adoptées au second Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes. (<i>Le Prolétaire n° 313; 16 au 29 mai 1980</i>)	57
• <i>Sur le fil du temps</i> . Anticléricalisme et socialisme (<i>Battaglia Comunista n°35; 14-21 septembre 1949</i>)	60
• <i>Sur le fil du temps</i> . Laïcité et marxisme (<i>Battaglia Comunista n°36; 21-28 septembre 1949</i>)	65

Introduction

Idéologie laïque et «valeurs républicaines», emblèmes de l'oppression de classe

Tous les partis politiques, ou presque, de la gauche à la droite, ont fêté le centenaire de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat; les partis de gauche, bien sûr, qui voient dans la laïcité une conquête socialiste arrachée de haute lutte à la réaction; mais aussi Chirac pour qui cette loi est un des socles fondateurs de la République, mais également... le Vatican qui se félicite de la neutralité équilibrée qu'elle a instaurée!

Les campagnes pour la laïcité (la loi contre le port des signes religieux à l'école - en réalité contre le voile islamique - a été l'aboutissement de la dernière en date de celles-ci) ne sont rien d'autre que des mobilisations destinées à noyer les prolétaires dans une union interclassiste pour défendre les «valeurs laïques»: censées être celles de la «civilisation» au même titre que la démocratie et l'Etat «républicain», ces valeurs devraient unir le patron et l'ouvrier, le sans-logis et le milliardaire, la capitaliste et la prolétaire des banlieues.

L'Eglise catholique était autrefois l'un des plus fermes piliers de l'organisation sociale féodale; les premiers représentants du nouveau mode de production - le capitalisme - furent donc obligés de la combattre. Dans une première époque, cet affrontement ne pouvait pas ne pas revêtir la forme d'une lutte religieuse: ce fut la guerre de la Réforme contre la toute puissance de la hiérarchie et de l'organisation de l'Eglise de Rome. A une étape ultérieure on eut la lutte menée par les écrivains et philosophes des «lumières», idéologues de la bourgeoisie naissante,

en faveur de la «liberté de pensée» et du «progrès» contre l'immobilisme étouffant sur tous les plans des superstructures de l'Ancien régime, à commencer par l'Eglise. Les contradictions s'approfondissant, les orientations, qu'on pourrait dire réformistes, à l'enseigne de la libre-pensée, laissèrent ensuite la place à l'anticléricalisme ouvert et à l'athéisme déclaré: la période de la révolution antiféodale, de la révolution bourgeoise s'ouvrait.

Pour assurer la domination du mode de production capitaliste, il était nécessaire de briser par la force toutes les structures féodales. En même temps qu'ils guillotinaient les nobles, les révolutionnaires s'employaient à déchristianiser les campagnes. Ils brisèrent la richesse de l'Eglise en vendant ses biens comme ceux des seigneurs, ils pillèrent ses églises comme ils brûlaient les châteaux; ils voulurent lui enlever son influence sociale en lui arrachant l'école, l'état-civil, jusqu'au calendrier qui rythmait la vie sociale selon les fêtes religieuses.

Mais bien vite cependant les révolutionnaires bourgeois s'aperçurent de la menace causée par l'insatisfaction des masses plébéiennes envers le nouveau régime et leur aspiration, confuse encore, à «une nouvelle révolution bien plus profonde et bien plus grande qui sera la dernière» (Babeuf). Face à ce péril, le gendarme idéologique, la religion, retrouva, aux côtés du gendarme en chair et en os, toute son importance pour la nouvelle classe au pouvoir. Inquiète, cette dernière cherchait «un sabre»: elle le trouva dans Bonaparte, dont la clairvoyance dans les intérêts de sa classe lui avait fait refuser de détruire le Vatican et qui fit venir le pape à Paris pour sacrer, derrière les oripeaux impériaux, l'avènement du règne de la bourgeoisie.

Il fallut cependant en France encore plusieurs décennies et de nombreuses luttes - et y compris des convulsions révolutionnaires - pour faire définitivement lâcher prise aux résidus de l'ancien régime. Le combat pour arracher complètement l'école à la religion fait partie de ces luttes qui furent historiquement progressives, bien qu'intégralement bourgeoises. Le prolétariat ne pouvait pas ne pas participer et pousser à ces combats; mais il devait le faire sur ces propres bases de classe; le combat commun contre l'ancien régime ou ses survivances ne devait pas faire oublier un seul moment la lutte future qui l'attendait contre la bourgeoisie, contre son mode de production, contre son Etat et toutes ses institutions, école y compris.

Mais c'est précisément cela que la bourgeoisie, s'appuyant sur ses relais au sein même de la classe exploitée, s'efforça, malheureusement avec succès, à faire oublier à cette dernière. L'anticléricalisme fut ainsi au dix-neuvième et au vingtième siècles l'un des dérivatifs les plus perniciox à la lutte de classe. La laïcité devint un but en soi, synonyme même de socialisme («Vérité, laïcité, socialisme», ce sont là tous mots synonymes) affirmera un socialiste réformiste), au même titre que la république, la démocratie, la patrie. Pour ces objectifs prétendus être au dessus des classes et éternellement menacés par les forces réactionnaires, les prolétaires étaient appelés à s'unir à tous les «individus de progrès»; ils devaient sacrifier leurs intérêts «égoïstes» de classe en temps de paix

et sacrifier leur vie en temps de guerre.

Aujourd'hui la laïcité et l'anticléricisme ont perdu tout ce qu'ils avaient pu avoir dans un lointain passé de révolutionnaire ou de simplement progressif; l'Eglise s'est mise depuis longtemps au service du capitalisme et le régime républicain n'est plus menacé depuis des lustres et des lustres par une restauration de la Royauté et de l'Ancien régime.

L'invocation de la laïcité ne sert plus, au nom d'une pseudo-«neutralité» qui laisse le terrain entièrement libre à l'idéologie bourgeoise la plus conformiste, qu'à interdire la lutte politique à l'école et à légitimer le racisme contre les prolétaires immigrés de confession musulmane, désignés pratiquement comme des barbares; l'école laïque «libératrice» ne fonctionne plus sans les juges et la police.

Les révolutionnaires et les prolétaires conscients des intérêts de leur classe ont donc la tâche de dénoncer et de combattre comme **anti-prolétariennes** toutes les campagnes laïques. S'accompagnant d'une exaltation immonde de l'Etat bourgeois et de ses répugnantes «valeurs républicaines», cultivant ouvertement les préjugés chauvins les plus grossiers, elles sont tout à fait consciemment organisées pour paralyser et diviser la classe ouvrière, elles ne servent que la classe ennemie.

A l'idéologie laïque et aux valeurs républicaines qui sont les emblèmes de leur oppression, les prolétaires doivent opposer la seule perspective libératrice: celle de l'unité internationale des prolétaires, de la reconstitution de leur parti communiste international, de la reprise de la lutte de classe contre la bourgeoisie et tous les Etats bourgeois et de la révolution mondiale!

* * *

Pour armer les lecteurs contre la propagande bourgeoise en rappelant les positions marxistes, nous avons rassemblé dans cette brochure quelques textes sur le thème de la laïcité et de l'école. Dans une première partie, après un article qui rappelle le sens véritable de l'oeuvre laïque du politicien Jules Ferry - «*un souci de discipline collective, pour améliorer le fonctionnement de l'organisme social, (...) pour mettre fin à la révolution*», bref, un «*dispositif de domination*», comme l'écrivait il y a vingt ans Edwy Plenel (il n'était pas encore directeur du Monde!) -, nous reproduisons des articles du Prolétaire portant sur divers épisodes de campagnes laïques, en particulier à propos du «voile islamique». Dans une deuxième partie, outre des articles rappelant la lutte de la Gauche contre le «culturalisme» et la façon dont l'Internationale Communiste posait le problème de l'instruction, nous avons réuni des textes plus théoriques: des «Fils du Temps» écrits par Amadeo Bordiga sur la question de la laïcité et de l'anticléricisme, et un article très important de Lénine sur la façon, complètement différente de l'anticléricisme et de l'«illumination» bourgeois, dont les marxistes doivent combattre la religion.

L' «Ecole de Jules Ferry», école de la bourgeoisie

A son époque, Jules Ferry fut, avec raison, un des politiciens les plus haïs par les prolétaires. Friedrich Engels le décrivait comme «*le plus abject de tous les abjects bourreaux de la Commune, un des représentants les plus parfaits de la bourgeoisie opportuniste qui veut gouverner la France pour pouvoir sucer comme une sangsue le pays et ses colonies*» (1). Mais aujourd'hui, le même, idolâtré par les partis et organisations «de gauche», occupe une place de choix dans le panthéon démocratique national: celui d'un saint laïque à qui tous les travailleurs devraient être éternellement reconnaissants pour avoir fondé l'Ecole laïque, gratuite et obligatoire, arrachant l'enseignement à l'obscurantisme religieux permettant ainsi aux couches populaires l'accès au savoir et à la culture. Au point que l'invocation de Jules Ferry par les syndicats et les partis réformistes (y compris d' «extrême gauche»), reste de rigueur à chaque lutte dans l'Education nationale!

Il faut donc rappeler qui fut Jules Ferry et quelle fut son oeuvre; non seulement pour mieux comprendre la véritable besogne qu'accomplissent ceux qui s'en réclament, mais aussi pour comprendre la fonction fondamentalement **inchangée** de l'institution scolaire, au delà de ses inévitables évolutions causées par le gigantesque développement du capitalisme.

FERRY «FAMINE» : UN POLITICIEN ANTI-OUVRIER

Issu d'une famille de notables des Vosges, entré par mariage dans la grande bourgeoisie patronale, avocat d'affaires, puis journaliste dans le grand quotidien le «Temps» (lointain ancêtre du «Monde») et d'autres journaux, Ferry est sous le second Empire un Républicain convaincu; sa carrière politique est largement financée par son frère, financier véreux, à qui elle permit de fructueuses affaires - au point de faire de Ferry le symbole du politicien pourri. Faisant partie de cette opposition bourgeoise conservatrice avec les Thiers (futur massacreur de la Commune), Ollivier (avant qu'il ne devienne ministre de Napoléon III), Gambetta, il était naturel que Ferry réfute ceux qui faisaient l'éloge des grands révolutionnaires bourgeois de 93:

«*Nous mettons toute la Révolution dans Paris, tandis que Paris lui a porté le 2 juin 1793, un des coups les plus terribles qu'elle ait reçus. (...)*

Le jacobinisme n'est plus une arme de guerre, mais un péril, car il évoque parmi nous quelque chose de plus triste que les échafauds: le préjugé de la dictature (...). La guillotine n'y était pas plus nécessaire que le sabre, et si la révolution pouvait se passer de Bonaparte, elle n'avait pas besoin de Robespierre». Un de ses biographes explique que cette formule visait autant les partisans de Napoléon III «*que ceux qui, depuis Marx, réclament une dictature du prolétariat. En tout cas elle est explicite sur la république modérée que souhaite Ferry et ses amis*» (2). L'avenir allait vite montrer que cette «modération» et ce refus des échafauds ne s'appliquait pas aux prolétaires coupables de s'insurger contre le système bourgeois.

Elu député parisien en 1869, Jules Ferry se range dans la «gauche» bourgeoise dont le démagogue Gambetta regrettait qu'elle n'ait «*pas assez d'action sur le peuple*». Bien qu'ayant été opposé à un conflit avec l'Allemagne, il abandonne l'opposition pour voter les crédits de guerre le 15 juillet 1870. Lors de l'émeute qui provoque la chute de l'Empire en septembre 1870, il s'emploie avec d'autres politiciens républicains, comme l'avaient fait leurs prédécesseurs en 1830 et 1848, à ce que le gouvernement provisoire soit solidement entre des mains bourgeoises. Mais en raison de son manque de popularité auprès des masses, il doit d'abord se contenter du fauteuil de préfet de Paris, avant d'en être nommé maire en novembre après la démission d'Arago.

C'est à ce titre que Ferry a la responsabilité du ravitaillement de Paris pendant le siège de la ville par les armées allemandes. En bon bourgeois, le principe de son action est basé sur le refus du rationnement : «*c'était, écrit-il plus tard, contre le gouvernement de la Défense Nationale, un des grands griefs du parti démagogique qui nous disait: vous devriez faire des perquisitions, tout réquisitionner, tout partager. (...) Nous n'avons jamais voulu toucher au commerce de détail*» (3). En conséquence le rationnement se faisait par les prix, à l'exception du pain, aliment de base des prolétaires - car les bourgeois savaient depuis longtemps qu'on ne pouvait augmenter son prix sans provoquer des émeutes. Mais ce pain trafiqué, à destination des masses, ne comprenait plus que 25% de farine, le reste étant du son et de l'avoine: c'était le **pain-Ferry** à peu près immangeable. Pendant le siège les bourgeois pouvaient se payer toute la nourriture qu'ils voulaient, les commerçants s'enrichissaient, tandis que les masses crevaient littéralement de faim. Cela vaudra à Ferry, affublé du surnom bien mérité de «**Ferry-famine**», la haine tenace des prolétaires parisiens qui le lui firent sentir à diverses reprises.

Le 18 mars 1871 il doit quitter Paris «*par une nuit sinistre, en fugitif et proscrit, tandis que la foule hideuse me hurlait la mort aux oreilles*» pour rejoindre Thiers à Versailles. Il y reviendra le 22 mai pour prendre sa revanche en accompagnant un bataillon de soldats versaillais et savourera la bestiale répression de la Commune: «*Mes yeux brûlés par l'incendie se reposent sur les fusillades. Je les ai vues, cher ami, les repréailles du soldat vengeur, du paysan châtié en bon*

ordre; libéral, juriste, républicain, de mes yeux, j'ai vu ces choses, et je me suis incliné comme si j'apercevais l'épée de l'archange» (4) ...

A la fin des années 70, Ferry accède à des postes gouvernementaux. Républicain franc-maçon, membre de la majorité dite «opportuniste» opposée à l'extrême droite royaliste soutenue par l'Eglise, il résume son orientation politique en affirmant que «*la France a besoin d'une politique résolument conservatrice*» et que «*le péril est à gauche*». Par crainte de la classe ouvrière, il juge que la conservation sociale repose sur l'existence d'une paysannerie importante (en 1871, ce sont les soldats paysans qui ont écrasé la Commune): «*Nous allons sortir de l'état révolutionnaire, nous ne vivrons plus perchés sur une branche: la République sera paysanne ou ne sera pas*», écrit-il en 1875.

Et 15 ans plus tard: «*Je l'ai dit à une autre époque et je le répète car l'événement m'a donné raison: la République sera la république des paysans où elle ne sera pas. Et aujourd'hui, la République a trouvé dans les paysans français sa meilleure assise (...). J'ai revu les électeurs d'il y a 15 ans: ni la maison, ni les propos, ni la salle (...) ni l'esprit non plus n'ont changé. C'est merveilleux de voir combien lentement et combien peu les choses changent au village. C'est ce qui en fait du reste la seule base de gouvernement*» (5).

C'est pourquoi, autrefois partisan du libéralisme économique, il se convertira, comme la plupart des dirigeants politiques bourgeois, en défenseur du protectionnisme afin de maintenir la petite propriété paysanne, socle de la stabilité sociale contre-révolutionnaire.

FERRY «LE TONKINOIS» : UN POLITICIEN COLONIALISTE ET RACISTE

Jules Ferry a été le représentant politique et l'agent actif du «parti colonial», un des premiers acteurs de l'expansion coloniale «*dirigée par les spéculateurs de la bourse*» selon Engels. Pendant son ministère, les armées françaises commirent des interventions en Tunisie, au Tonkin, à Madagascar, au Congo.

Les historiens estiment que la décision d'organiser l'expédition du Tonkin (Vietnam) s'explique parce que «*Ferry a été "sensible" [sic!] aux interventions des industriels de l'Est et des représentants de la finance*»; la famille Ferry était en fait intéressée financièrement dans cette entreprise par l'intermédiaire d'un neveu. «*Les explorations (...) avaient démontré la possibilité d'ouvrir au travers de ce territoire un marché commercial avec les riches provinces du sud de la Chine. Des sociétés s'étaient intéressées aux mines du Tonkin, aisément exploitables. Il paraissait plus intéressant de conquérir le Tonkin "charbon" que de se cantonner au seul Tonkin "riz"*» (où les français étaient déjà présents). Une biographe écrit ingénument pour défendre l'action de Ferry: «*La question est de savoir si en période d'expansion il est nécessaire par une sorte de fausse pudeur de négliger les données économiques et s'il est réellement plus contraire à la*

morale de conquérir un territoire riche qu'un territoire pauvre. A vouloir fermer les yeux sur l'économie, on risque de négliger un facteur essentiel de la politique» (6). Nous ne saurions mieux dire!

Mais c'est bien entendu avec des arguments plus idéologiques et plus *politiques*, que lors d'un débat parlementaire pour justifier les opérations coloniales en cours, Jules Ferry prononça ce qui fut appelé par un historien **le premier manifeste impérialiste**:

«Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte pour une grande nation, c'est abdiquer (...), c'est descendre du premier rang au troisième et au quatrième. (...)

Le parti républicain a montré qu'il comprenait bien (...) qu'il faut autre chose à la France: qu'elle ne peut pas être seulement un pays libre; qu'elle doit aussi être un grand pays, exerçant sur les destinées de l'Europe toute l'influence qui lui appartient, qu'elle doit répandre cette influence sur le monde et porter partout où elle le peut sa langue, ses moeurs, son drapeau, ses armes, son génie.»

Comme les colonialistes de tous les pays, Ferry justifie cette sanglante politique de rapine au nom d'une «oeuvre civilisatrice» que la France aurait à accomplir. A un député qui l'interpelle: «Qu'est-ce que cette civilisation qu'on impose à coups de canons? Qu'est-ce, sinon une autre forme de barbarie? Est-ce que ces populations de race inférieure n'ont pas autant de droit que vous? Est-ce qu'elles ne sont pas maîtresses chez elles? Est-ce qu'elles vous appellent? Vous allez chez elles contre leur gré, vous les violez, mais vous ne les civilisez pas», il répond dédaigneusement:

«Ce n'est pas de la politique, cela, ni de l'histoire: c'est de la métaphysique politique. Cette thèse repose sur l'égalité, la liberté, l'indépendance des races inférieures. Il faut parler plus haut et plus vrai. Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit sur les races inférieures (...). Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures» (7).

Preuve que déjà à cette époque le pouvoir politique réel se concentrait toujours plus dans les structures de la machinerie d'Etat au détriment du corps électif censé dans la mythologie démocratique représenter la souveraineté du peuple, les expéditions coloniales organisées par Ferry furent décidées en dehors du Parlement; celui-ci était seulement invité à ratifier après-coup ce qui était faussement présenté comme de simples opérations de police contre des attaques, comme l'occupation de la Tunisie en 1881 et l'invasion du Tonkin en 1882. Les démocrates qui se plaignent aujourd'hui que le Parlement ne soit pas consulté lors des interventions militaires françaises ont plus d'un siècle de retard!

Finalement la nouvelle (qui se révélera erronée) d'une défaite des armées françaises face aux troupes chinoises présentes au Tonkin mettra fin à sa carrière

gouvernementale en 1885, parce qu'elle avait provoqué un effondrement bourgeois...

La tentative de Ferry d'être élu à la Présidence de la République en 1887 (avec l'appui, il faut le souligner, de parlementaires catholiques qui soutenaient son action d'expansion coloniale et n'étaient guère contrariés par son oeuvre laïque, et du nonce apostolique lui-même) déclencha la colère et l'agitation des masses parisiennes contre le «Tonkinois». Devant les risques d'émeutes, Ferry dut renoncer piteusement...

L'ECOLE DE JULES FERRY: AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

C'est l'action de Ferry en tant que ministre de l'Instruction publique à partir de 1879 qui lui vaut sa réputation de fondateur de l'institution scolaire moderne, de «l'école libératrice» combattant l'obscurantisme et dispensant aux opprimés le savoir indispensable à leur émancipation. Attardons-nous donc un peu sur cette oeuvre pour voir ce qu'il en est, et en rappelant d'abord quelques antécédents.

Lors des débats parlementaires après la révolution de 1848, les petits-bourgeois républicains préconisaient que l'enseignement soit gratuit et obligatoire et que l'enseignement religieux soit banni de l'école. Pour Carnot, ministre de l'Enseignement dans le Gouvernement provisoire et la Commission exécutive, le peuple devait être éclairé et instruit pour assurer la victoire de la démocratie sur les réactionnaires. Mais le «parti de l'ordre», représentant la bourgeoisie, s'opposa à son projet de loi. Son porte-parole, le royaliste et libre-penseur Voltairien, le sinistre Monsieur Thiers, s'affirma hostile à la généralisation de l'enseignement:

«L'expérience nous a démontré que dans les ateliers nationaux c'étaient les ouvriers les plus instruits qui entraînent le plus (...) et les plus dangereux pour la paix publique. (...)

«Par les maux que nous avons soufferts, notre société a acquis le droit d'être sévère; soyons hardis, très hardis. Et d'abord oublions nos dissentiments funestes qui dans ces dernières années, ont séparé le clergé de l'université. (...) Ainsi moi qui à une autre époque ne voulais pas immoler l'Université au clergé, qui, certes, quant à l'enseignement secondaire, n'y serais pas encore disposé aujourd'hui, je suis prêt à lui donner tout l'enseignement primaire. Ah, si la loi de M. Carnot m'a tant effrayé, ce n'est pas pour avoir encore diminué les précautions pour l'admission dans l'enseignement ou pour avoir exclu encore le clergé de la surveillance; j'y vois quelque chose de plus funeste encore, c'est l'introduction de 37000 socialistes et communistes, véritables anti-curés dans les communes. (...)

Cette puissante religion qu'on appelle christianisme exerce sur le monde une domination continue, et elle le doit, entre autres motifs, à un avantage que seule elle possède entre les religions (...): c'est d'avoir donné un sens à la douleur...

Assurément je ne veux pas faire pour cela de l'obscurantisme. Lire, écrire, compter, voilà ce qu'il faut apprendre, quant au reste, cela est superflu. Il faut bien se garder surtout d'aborder à l'école les doctrines sociales qui doivent être imposées aux masses, la religion par exemple. (...).

Ah! Si c'était comme autrefois, si l'école devait toujours être tenue par le curé ou par son sacristain, je serais loin de m'opposer au développement des écoles pour les enfants du peuple (...).

Je demande formellement autre chose que ces détestables petits instituteurs laïques, je veux des Frères, bien qu'autrefois j'aie pu être en défiance contre eux. Je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est, parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend que l'homme est ici pour souffrir, et non cette autre qui dit à l'homme: jouis, car (...) tu es ici-bas pour faire ton petit bonheur, et si tu le ne trouves pas dans ta situation actuelle, frappe sans crainte le riche dont l'égoïsme te refuse cette part de bonheur; c'est enlevant au riche son superflu que tu assureras ton bien-être et celui de tous ceux qui sont dans la même position que toi.

A la suite de cette plaidoirie (qui avait le mérite de la franchise!), le «parti de l'ordre» fera voter la fameuse «loi Falloux» mettant l'enseignement entre les mains des religieux.

* * *

Quelques décennies plus tard, la même crainte de voir l'enseignement des classes populaires tomber sous des influences anti-bourgeoises existait toujours; mais les hommes politiques les plus clairvoyants de la bourgeoisie étaient devenus bien conscients de ce que disait Félix Pécaut (futur inspecteur général de l'Instruction publique sous Ferry et propagateur infatigable de la **morale laïque**) lors de la répression de la Commune: «Si vous voulez une saine domination des classes supérieures, il ne faut pas fusiller le peuple mais l'instruire», écho direct aux propos d'hommes d'Etat comme Guizot en 1833: («L'ignorance rend turbulent et féroce») ou Victor Cousin en 1831 («De tous les moyens d'ordre intérieur le plus puissant est l'instruction générale. C'est une sorte de conscription intellectuelle et morale») (8).

De son côté, dans un célèbre discours-programme sur «l'égalité d'éducation» prononcé en 1870, Jules Ferry déclare qu'il faut «faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'inégalité d'éducation. (...) Avec l'inégalité d'éducation je vous défie d'avoir jamais l'égalité des droits, non l'égalité théorique, mais l'égalité réelle; et l'égalité des droits est pourtant le fond même et l'essence de la démocratie. (...)

Enfin dans une société qui s'est donné pour tâche de fonder la liberté, il y a une grande nécessité de supprimer les distinctions de classe (...). Or, Messieurs, je vous défie de faire jamais de ces deux classes une nation égalitaire, une nation animée de cet esprit d'ensemble et de cette confraternité d'idées qui font la force

des vraies démocraties, si, entre ces deux classes, il n'y a pas eu le premier rapprochement, la première fusion qui résulte du mélange des riches et des pauvres sur les bancs de quelque école». Pour mettre les points sur les i, il précise:

«Je ne viens pas prêcher je ne sais quel nivellement absolu des conditions sociales qui supprimerait dans la société des rapports de commandement et d'obéissance. Non je les supprime pas, je les modifie». C'est-à-dire?

«Ce que j'appelle le commandement démocratique ne consiste donc plus dans la distinction de l'inférieur et du supérieur; il n'y a ni inférieur ni supérieur; il y a deux hommes égaux qui contractent ensemble et alors, dans le maître et dans le serviteur, vous n'apercevez plus que deux contractants ayant chacun leurs droits précis, limités et prévus; chacun leurs droits et par conséquent chacun leur dignité».

Cette **mystification démocratique** est au coeur de l'idéologie bourgeoise: les rapports d'exploitation, les distinctions et les conflits de classes s'évanouissent: ils sont remplacés par de simples contrats entre individus libres et égaux **en droit**. A défaut d'égalité **sociale**, les «inférieurs» sont gratifiés de la «dignité» démocratique: cela ne coûte rien...

Ferry assure que «c'est l'absence d'éducation chez le prolétaire qui crée le sentiment et la réalité de l'inégalité»; c'est pourquoi il faut qu'«une certaine éducation soit donnée à celui qu'on appelait autrefois un inférieur, à celui qu'on appelle encore un ouvrier, de façon à lui inspirer ou à lui rendre le sentiment de sa dignité» (9).

Plus tard, devenu ministre de l'Instruction publique, il déclarera:

«Apprendre à l'ouvrier d'abord les lois naturelles avec lesquelles il joue dans l'exercice de son métier; mais lui apprendre également la loi sociale, lui faire découvrir les phénomènes économiques, lui donner des notions justes sur les problèmes sociaux, c'est en avancer beaucoup la solution. Ce qui n'était dans d'autres temps qu'une résignation sombre à des nécessités incomprises, doit devenir (...) une adhésion raisonnée et volontaire à la loi naturelle des choses» (10).

Il ne s'agit pas seulement de donner aux futurs ouvriers les connaissances scientifiques et techniques de base nécessaires à leur travail, mais aussi de les **éduquer**, c'est-à-dire de les former à accepter l'organisation sociale et leur position de classe: une fois *démocratiquement éduqués*, ils ne songeront plus à combattre les rapports d'exploitation capitaliste qui les écrasent, mais les trouveront aussi éternels et inébranlables que le cosmos!

C'est ainsi que Ferry explique que les futurs enseignants doivent recevoir un enseignement économique «parce que plus tard, ils auront la mission sacrée de montrer à ceux que les privations, la pauvreté exposent à toutes les tentations, que la constitution de la société n'est pas arbitraire, qu'on ne la modifie pas à volonté, que le capital et la propriété sont légitimes et nécessaires».

Car «si le socialisme, en effet, se présente sous un aspect séduisant, utopique

[il faut faire] *comprendre à tous qu'il n'est pas plus possible de changer la propriété comme pivot du monde social qu'il n'est possible de changer le soleil comme pivot du monde cosmique dans lequel nous vivons*» (11)!

L'école de Jules Ferry est d'ailleurs divisée socialement; l'enseignement primaire est ouvert à tous et gratuit (en théorie au moins), mais les établissements secondaires (qui, destinés aux enfants de la bourgeoisie, comportent aussi des classes primaires) doivent rester payants et réservés à une élite sociale (les déclarations sur le mélange démocratique des enfants des diverses classes dans la même école ne concernent donc pas les rejetons de la classe dominante):

«Le devoir de l'Etat en matière d'enseignement primaire est absolu, il le doit à tous. Pourquoi? Parce que ce devoir est mesuré par l'intérêt social lui-même, parce que c'est un intérêt de premier ordre, dans une société comme la nôtre, dans une société démocratique, qu'un minimum d'enseignement élémentaire soit possédé par tous (...) Quand on arrive à l'enseignement secondaire, il n'y a plus la même nécessité et la prétention ne serait plus admissible si on disait: "tout le monde a droit à l'enseignement secondaire". Non; ceux-là seuls y ont droit qui sont capables de le recevoir et qui, en le recevant, peuvent rendre service à la société. (...) Nous dirons cela aux utopistes de l'avenir, aux esprits absolus qu'on nous annonce, et je crois que devant le bon sens public nous aurons raison» (12).

Diverses mesures seront d'ailleurs prises pour aider au développement de l'enseignement primaire dans ces établissements payants. Tandis que pour les enfants les plus doués des classes populaires, des Ecoles Primaires Supérieures (qui donneront naissance plus tard aux Collèges) sont instituées - mais avec le ferme objectif, selon les termes de collaborateurs du ministre qu'elles ne forment pas des «déclassés», mais les «sous-officiers de la démocratie»: *«Les EPS doivent donner satisfaction aux ambitions légitimes, sans surexciter les prétentions aveugles, aussi décevantes pour les individus que fatales à la société*». Il n'y a pratiquement aucune possibilité pour que les élèves du primaire puissent rejoindre le secondaire, s'ils ne sont pas enfants de bourgeois. De même, en ce qui concerne l'enseignement féminin:

«Il n'y a aucune parité à établir entre des écoles qui sont d'une nature différente (...). En effet les EPS sont destinées aux filles d'ouvriers auxquelles elles doivent procurer un métier rémunérateur (...). Quand aux autres établissements, ils s'adressent aux filles de la bourgeoisie et des classes aisées en leur procurant le bienfait irremplaçable d'une instruction vraiment digne de ce nom [sic!] (...); ils combleront l'abîme qui aujourd'hui sépare deux êtres faits pour s'aimer et pour mettre en commun leurs pensées et leurs sentiments».

L'éducation est très différenciée selon qu'il s'agisse d'écoles de filles ou de garçons; sans nous étendre sur ce point pourtant fondamental, citons seulement un extrait des programmes signés par Jules Ferry en juillet 1882: *«L'école primaire peut et doit faire aux exercices du corps une part suffisante pour préparer et*

disposer, en quelque sorte, les garçons aux futurs travaux de l'ouvrier et du soldat, les filles aux soins du ménage et aux ouvrages de femmes».

L'Instruction publique (qui est aujourd'hui appelée l'**Education nationale**, plus conformément à son rôle réel!) a donc pour Ferry une fonction fondamentale de conservation sociale:

«Le point de vue démocratique (...), le voici: c'est qu'il importe à une société comme la nôtre, à la France d'aujourd'hui, de mêler sur les bancs de l'école, les enfants qui se trouveront un peu plus tard mêlés sous les drapeaux de la patrie. Il y a là pour la conservation et le début de notre unité sociale, des moyens d'autant plus puissants qu'ils s'appliquent à des esprits plus malléables et des âmes plus sensibles».

Dans quel sens l'Etat a-t-il un rôle d'éducateur, c'est ce que notre Jules explique aux députés:

«Non certes, l'Etat n'est point docteur en mathématiques, docteur en physiologie, en chimie. S'il lui convient, dans un intérêt public, de rétribuer des chimistes, des physiologistes, s'il lui convient de rétribuer des professeurs, ce n'est pas pour créer des vérités scientifiques; ce n'est pas pour cela qu'il s'occupe de l'éducation: Il s'en occupe pour maintenir une certaine morale d'Etat, certaines doctrines qui importent à sa conservation. (...) Une patrie morale, un ensemble d'idées et d'aspirations que le gouvernement doit défendre» (13).

La fonction de l'école laïque est donc, selon son fondateur lui-même, de diffuser et de maintenir des «doctrines» - nous dirions: une *idéologie* - visant à défendre l'Etat; elle est conçue comme un **instrument** de cet Etat, dont elle est au service: elle est par conséquent au service de la classe qui domine la société grâce à cet Etat: la bourgeoisie.

LA LAÏCITÉ, RESPECTUEUSE DE LA RELIGION

Après la chute de l'Empire les bourgeois républicains étaient confrontés à l'influence politique réactionnaire de la hiérarchie catholique qui n'acceptait pas encore la forme républicaine de l'Etat et rêvait de l'Ancien régime (pour l'Eglise, la République est encore la «gueuse»): Gambetta aura alors sa formule célèbre: *le cléricalisme, voilà l'ennemi!*

Ferry avance l'argument que laisser, au nom de la liberté de l'enseignement, l'école entre les mains de ces religieux nostalgiques de l'ancien régime, ouvrirait la voie à l'apparition d'écoles socialistes. La prise en main de l'école par l'Etat et la laïcité sont présentés comme le moyen d'éviter les affrontements violents que le pays vient de connaître:

«Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'ancien régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de chose se perpétue, il est à

craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. (...)

Non, n'en déplaise aux sophistes de la liberté à outrance qui nous accablent de leurs dédains, non le remède qui consiste à opposer aux menées de l'Internationale noire [c'est-à-dire cléricale - NdIR], celles de l'Internationale rouge, ce remède n'est pas un: ce serait la fin de la France (...). Dix ans encore de ce laisser aller, de cet aveuglement, et vous verrez tout ce beau système des libertés d'enseignement qu'on préconise couronné par une dernière liberté: la liberté de la guerre civile» (14).

La création d'un enseignement d'Etat pour les filles au nom de l'«égalité de l'éducation» est également destiné à battre en brèche la domination de l'Eglise catholique, pas à mettre réellement les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes comme nous l'avons vu plus haut:

«Aujourd'hui il y a une lutte sourde, mais persistante, entre la société d'autrefois et la société qui procède de la Révolution française. Or, dans ce combat les femmes ne peuvent être neutres. (...) Les évêques le savent bien; celui qui tient la femme, celui-là tient tout, parce que d'abord il tient l'enfant, ensuite parce qu'il tient le mari. (...) C'est pour cela que l'Eglise veut retenir la femme, et c'est aussi pour cela qu'il faut que la démocratie la lui enlève» (15).

Mais si Ferry et les républicains étaient déterminés à arracher à l'Eglise catholique sa domination sur l'Ecole pour réduire son influence politique, ils n'engageaient pas du tout de lutte contre la religion:

«Nous nous sommes institués pour défendre les droits de l'Etat contre un certain catholicisme, bien différent du catholicisme religieux et que j'appellerai le catholicisme politique. Quant au catholicisme religieux, qui est la manifestation de la conscience d'une si grande partie de la population française, il a droit à notre protection (...). Oui, nous sommes entrés résolument dans la lutte anticléricale (...). Oui, nous avons voulu la lutte anticléricale, mais la lutte anti-religieuse, jamais, jamais!» (16).

«Si un instituteur public s'oubliait assez pour instituer dans son école un enseignement hostile, outrageant pour les croyances religieuses de n'importe qui, il serait aussi sévèrement et rapidement réprimé que s'il avait commis cet autre méfait de battre ses élèves ou de se livrer contre eux à des sévices coupables» (17). La propagande anti-religieuse assimilée à la pédophilie...

C'est que les bourgeois, même athées, connaissent trop bien les mérites contre-révolutionnaires de la religion; si la lutte anticléricale sera longtemps utilisée par elle comme diversion à la lutte de classe, la bourgeoisie, la période révolutionnaire passée, prit rapidement conscience du rôle bénéfique de la religion.

Au nom de *«la concurrence de l'enseignement»*, Ferry lui-même s'oppose

donc à la disparition de l'enseignement religieux, à condition qu'il soit fait *«par des congrégations autorisées»*. Il ne veut pas supprimer la loi Falloux, mais seulement l'amender: alors que cette dernière mettait en tête des programmes de l'école primaire l'instruction morale et religieuse, la nouvelle loi institue à sa place l'«instruction morale et civique» qui en est le décalque laïque (les autres articles abrogés se rapportent aux droits des religieux à diriger ou contrôler l'enseignement, etc.). Jules Ferry recommandera aux instituteurs, pour ces leçons de morale, un manuel rédigé par les Frères des écoles chrétiennes. *«La vraie morale, explique-t-il dans un discours, la grande morale, la morale éternelle, c'est la morale sans épithète. La morale, grâce à Dieu, dans notre société française, après tant de siècles de civilisation, n'a pas besoin d'être définie. (...) C'est la morale du devoir, la nôtre, la vôtre, la morale de Kant et du christianisme» (18).*

Le rapporteur du programme de morale des écoles normales développe ce concept: *«Il ne peut y avoir pour un Etat d'autre morale que la morale du devoir (...). Cette morale du devoir pur (...) appelle comme son complément la morale du dévouement qui n'est pas moins nécessaire à l'Etat que celle du devoir; et puisque l'Etat exige de ces soldats en temps de guerre, de ses médecins en cas d'épidémie, de ses magistrats et de ses fonctionnaires en cas de guerre civile, de tous enfin s'il le faut, d'aller jusqu'au sacrifice de la vie, comment serait-il incompetent pour enseigner ce qu'il est tenu de pratiquer?» (19).*

Dans le programme officiel des cours de morale, une place est réservée aux devoirs envers Dieu, indépendamment de toute religion précise: *«L'instituteur n'est pas chargé de faire un cours ex professo sur la nature et les attributs de Dieu (...). D'abord il apprend [aux élèves] à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu: il l'associe étroitement dans leur esprit à l'idée de la cause première et de l'être parfait et à un sentiment de respect et de vénération; et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu (...). Ensuite (...) l'instituteur s'attache à faire comprendre et à sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison» (20).*

La loi prévoit aussi que les écoles publiques soient fermées un jour par semaine pour que les parents puissent envoyer leurs enfants suivre des cours d'instruction religieuse. On comprend que le chef de ceux que les anticléricaux appelaient les Frères ignorantins, pouvait déclarer, le 7 avril 1882: *«L'interprétation faite par M. Ferry (...) nous paraît se concilier assez bien avec l'enseignement catholique ou du moins ne pas y contredire» (21)* et appeler ses subordonnés à se tenir à l'écart de la campagne contre la loi.

L'ÉCOLE DU DRESSAGE

C'est le sociologue Emile Durkheim qui, un peu plus tard, exprimera le mieux

la fonction de dressage répressif de l'école, en la justifiant au nom de cette même morale bourgeoise du devoir. On pourrait multiplier indéfiniment les citations de ses cours sur la **morale laïque**, nous nous contenterons d'un petit échantillon très significatif.

La discipline «*n'est pas un simple procédé destiné à faire travailler l'enfant, à stimuler son désir de s'instruire ou à ménager les forces du maître. C'est essentiellement un instrument difficilement remplaçable, d'éducation morale (...). Il est certain en effet qu'une classe indisciplinée est une classe qui se démoralise. Quand les enfants ne se sentent plus contenus, ils entrent dans une sorte d'effervescence qui les rend impatients de tout frein et leur conduite s'en ressent, même en dehors de la vie scolaire. On peut déjà observer des faits analogues dans la famille quand l'éducation domestique est trop relâchée. Mais à l'école, cette effervescence malsaine, produit de l'indiscipline, constitue un danger moral beaucoup plus grand, parce que cette effervescence est collective. (...) La foule, on le sait, tue facilement. C'est que la foule est une société, mais une société instable, sans discipline régulièrement organisée (...). Or une classe sans discipline est comme une foule.*

Si le maître n'a pas su acquérir l'autorité nécessaire, alors cette suractivité (...) dégénère en une agitation morbide et une véritable démoralisation, d'autant plus grave que la classe est plus nombreuse» (22).

Derrière la peur de la «foule», ce que les bourgeois redoutent, c'est évidemment une collectivité qui n'obéit pas à **leur** discipline, qui n'est pas «contenue»: la collectivité des prolétaires. Durkheim ne l'écrit pas ouvertement, mais il avance une autre comparaison qui est un écho du racisme de Ferry:

«Les rapports entre maîtres et élèves sont à bien des égards comparables [à ceux qui mettent] les représentants de la civilisation européenne (...) aux prises avec une civilisation inférieure (...): les uns (les élèves) sont étrangers à la civilisation, tandis que les autres en sont tout imprégnés»!

«Il faut que l'enfant apprenne le respect de la règle; il faut qu'il apprenne à faire son devoir parce que c'est son devoir, parce qu'il s'y sent obligé, et sans que sa sensibilité lui facilite outre mesure la tâche. Cet apprentissage (...), c'est à l'école qu'il doit le faire. A l'école en effet existe tout un système de règles qui pré-déterminent la conduite de l'enfant. Il doit venir en classe avec régularité, il doit s'y présenter à heure fixe, dans une tenue et une attitude convenables; en classe, il ne doit pas troubler l'ordre; il doit avoir appris ses leçons, fait ses devoirs et les avoir faits avec une suffisante application, etc; Il y a ainsi une multitude d'obligations auxquelles l'enfant est tenu de se soumettre. Leur ensemble constitue ce qu'on appelle la discipline scolaire. C'est par la pratique de la discipline scolaire qu'il est possible d'inculquer à l'enfant l'esprit de discipline.

(...) [la discipline scolaire] n'est pas un simple artifice en vue de faire régner dans l'école une paix extérieure qui permette à la leçon de se dérouler

tranquillement. Elle est la morale de la classe, comme la morale proprement dite est la discipline du corps social.

(...) Le devoir scolaire a déjà quelque chose de plus froid et de plus impersonnel [que le devoir familial]. (...) Ce caractère est indispensable pour que la discipline scolaire soit tout ce qu'elle doit être et remplisse sa fonction. Car c'est à cette condition qu'elle pourra servir d'intermédiaire entre la morale affectueuse de la famille et la morale sévère de la vie civile. C'est en respectant la règle scolaire que l'enfant apprendra à respecter les règles, qu'il prendra l'habitude de se contenir et de se gêner, parce qu'il doit se gêner et se contenir. C'est une première initiation à l'austérité du devoir. C'est la vie sérieuse qui commence» (23).

L'école pourra alors former des individus disciplinés, respectueux de l'autorité établie, qui ne chercheront pas à se révolter contre leur condition, comme le font les «incomplets moraux» que sont les «irréguliers», les «anarchistes», qui «éprouvent le besoin de rester en liberté»!

L'ÉCOLE DU NATIONALISME

Omniprésent chez Ferry, ses adjoints et ses successeurs, est le souci de faire de l'école le foyer du nationalisme en même temps qu'un lieu de préparation militaire: battue par l'Allemagne, l'Etat français doit reconstituer sa force militaire pour une future revanche comme pour réaliser son expansion coloniale. Le ferryste Paul Bert, qui a créé une commission d'éducation militaire présidée par le chantre du chauvinisme Paul Déroulède, annonce la diffusion d'une «religion de la patrie» par l'école:

«Je pense qu'il y aurait un immense avantage à faire des réunions de jeunes apprentis soldats, des fêtes dont ils seraient à la fois l'objet et le sujet. En outre de l'entraînement militaire, ils y trouveraient la surexcitation morale (...). Il faut faire aimer l'image de la patrie et l'aimer encore davantage aujourd'hui qu'elle est mutilée, car on doit aimer plus sa mère lorsqu'elle a perdu un enfant.

(...) C'est cette religion de la patrie, c'est ce culte et cet amour à la fois ardent et raisonné, dont nous voulons pénétrer le coeur et l'esprit de l'enfant, dont nous voulons l'imprégner jusqu'aux moelles; c'est ce que fera l'enseignement civique» (24).

L'article premier de la loi scolaire signée par Jules Ferry en mars 1882 inclut les exercices militaires dans les matières obligatoires et une instruction physique méthodique; des «bataillons scolaires» sont mis sur pied, dotés de fusils d'exercice, pour préparer les enfants à être des soldats; les élèves des écoles normales doivent pratiquer le tir et les exercices militaires pour pouvoir enseigner leurs futurs écoliers.

«On a dit, on écrit tous les jours qu'il n'y a pas de conciliation possible entre l'esprit militaire et l'esprit républicain, déclare Ferry. Messieurs, c'est une

calomnie contre l'esprit militaire et l'esprit républicain.

L'esprit militaire est fait de deux choses: l'esprit de discipline et l'esprit de sacrifice. Mais est-ce qu'une République peut se passer de discipline? La République sans discipline, la République fondée sur le caprice et l'anarchie des volontés ne serait qu'une poussière sans consistance, que le premier souffle du dedans ou du dehors disperserait aux quatre coins de l'horizon (...).

Nous sommes donc résolus à organiser, dans toutes les écoles de tous les ordres, une sérieuse et forte éducation militaire dont l'enseignement de la gymnastique soit la base et le principe. Pour y arriver, nous comptons sur un double concours, le concours de l'instituteur et le concours de l'armée elle-même. Nous croyons que l'éducation militaire ne pénétrera complètement dans nos moeurs scolaires qu'après que l'instituteur sera devenu lui-même un professeur des exercices militaires (...).

Prenons l'enfant petit, pour lui apprendre et lui redire qu'il n'y a plus de nation sans la notion du devoir (...). Pour incliner l'esprit des enfants aux choses militaires, prenons-le à l'âge où tout mouvement amuse, où toute impression porte et laisse sa trace. (...) Dix ans d'application des lois nouvelles, dix ans d'enseignement obligatoire et d'exercices militaires donneront à la France des générations viriles, saines d'esprit et de corps» (25).

Ferry n'oublie évidemment pas que cet effort d'enrégimentation patriotique des élèves, secondé par l'action des sociétés de divers types, depuis la Ligue de l'enseignement (dont la devise est alors: *par le livre et par l'épée!*) jusqu'aux associations patriotiques ou aux sociétés de gymnastique, repose sur l'**endoctrinement idéologique** diffusé à l'école:

«Pour bien aimer la patrie, il faut bien la connaître et la piété envers la patrie n'est pas faite seulement de sentiment et de tendresse, mais aussi de savoir; c'est pourquoi l'enseignement de l'histoire est appelé dans notre pays à jouer un grand rôle éducateur» (26).

L'historien Ernest Lavisse, dont les ouvrages seront les best-sellers des manuels scolaires, explicite dans le très officiel «Dictionnaire pédagogique» publié par Buisson, le bras droit de Ferry, comment il faut enseigner cette matière: *«à l'enseignement historique incombe le devoir glorieux de faire aimer et de faire comprendre la patrie (...). Le vrai patriotisme est à la fois un sentiment et la notion d'un devoir. Or tous les sentiments sont susceptibles d'une culture, et toute notion d'une enseignement. L'histoire doit cultiver le sentiment et préciser la notion.*

(...) Faisons aimer nos ancêtres les Gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Jeanne d'Arc, Bayard, tous nos héros du passé, même enveloppés de légendes (...). Puisque la religion ne sait plus avoir prise sur les âmes, puisque le paysan n'est plus guère occupé que de la matière et passionné par ses intérêts, cherchons dans l'âme des enfants l'étincelle divine; animons-là de notre souffle. Les devoirs, il sera d'autant plus

aisé de les faire comprendre que l'imagination des élèves, charmée par des peintures et par des récits, rendra leur raison enfantine plus attentive et plus docile.

(...) N'enseignons pas l'histoire avec le calme qui sied à l'enseignement des participes; il s'agit ici de la chair de notre chair et du sang de notre sang» (27).

C'est très ouvertement que notre grand historien affirme que l'enseignement de l'histoire doit tourner le dos à l'objectivité (c'est juste bon pour la grammaire!) et se fonder sur les légendes...

Quant aux enseignants qui sont chargés de cette mission, c'est-à-dire plus précisément aux instituteurs qu'on baptisera les «hussards noirs de la République», ils se doivent, comme des militaires, d'être des agents obéissants. Ulcéré par les tentatives de constitutions de syndicats d'instituteurs, Ferry s'exclame en 1887: *«De pédagogie, l'on n'a cure: on en dit un mot pour la forme. Mais les traitements, les retraites, les intérêts matériels, l'organisation "autonome", voilà le véritable objet... Si [le ministre] Spuller laisse se constituer cette coalition de fonctionnaires, outrage vivant aux lois de l'Etat, à l'autorité centrale, au pouvoir républicain, il n'y a plus de ministre de l'Instruction publique, il n'y a plus d'inspecteurs, il n'y a plus de préfets».* Mais Spuller réagit comme le voulait Ferry; il avertit qu'il ne tolérera pas de syndicat: *«Les instituteurs sont des fonctionnaires (...). Ils ne sont autonomes, ni individuellement ni collectivement. L'autonomie des fonctionnaires a un autre nom, elle s'appelle anarchie» (28).* Les enseignants n'auront pas le droit de s'organiser pour la défense de leurs intérêts matériels et pratiquement jusqu'à la première guerre mondiale la répression frappera ceux qui essayent de s'affilier à la CGT.

EPILOGUE: INSTRUCTION ET RÉVOLUTION

En 1875, c'est-à-dire à la même époque où Jules Ferry «fonde» l'école laïque de la façon que nous venons de voir, Marx, critiquant vigoureusement le programme du parti social-démocrate allemand (connu sous le nom de programme de Gotha), écrit à propos des revendications touchant à l'enseignement:

*«Une "éducation du peuple par l'Etat" est chose **absolument condamnable**. Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, les aptitudes exigées du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc. et, comme cela se passe actuellement aux Etats-Unis, surveiller, à l'aide d'inspecteurs d'Etat, l'exécution de ces prescriptions légales, c'est absolument autre chose que de faire de l'Etat l'éducateur du peuple! **Bien plus, il faut proscrire de l'école au même titre toute influence du gouvernement et de l'Eglise**».*

En Allemagne, comme en France et dans les autres pays, les courants réformistes, dits aussi «opportunistes», dans le mouvement ouvrier voyaient dans l'Etat bourgeois un organe au dessus des classes qui pouvait se mettre au service de la transformation sociale, sous la pression des mouvements sociaux ou... des

bulletins de vote. Pour ces courants, qui étaient en réalité le reflet de l'influence sociale et politique bourgeoise, le progrès de l'instruction publique réalisé par l'Etat était considéré comme l'un des moyens les plus sûrs de l'émancipation prolétarienne: ayant enfin accès à la connaissance, les prolétaires cesseraient d'être les jouets des possédants, pourraient se faire respecter et prendre enfin conscience de leurs buts et perspectives propres. L'oeuvre d'un Jules Ferry était pour eux, et reste pour leurs héritiers actuels, une oeuvre bénéfique de progrès social: comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils partagent avec ce dernier l'intime conviction qu'il faut en finir avec l'ère des révolutions:

«Le progrès n'est pas une suite de soubresauts ni de coups de force. Non: c'est un phénomène lent, c'est une évolution, c'est un phénomène de croissance sociale, de transformation, qui se produit d'abord dans les idées et descend dans les moeurs pour passer ensuite dans les lois (...) Et pour ce phénomène paisible puisse s'accomplir, il lui faut un gouvernement protecteur et stable, qui ne soit pas à la merci du premier caprice de la foule qui passe» (29).

Dans la réalité l'évolution bourgeoise est tout sauf paisible: elle s'accomplit dans la violence, dans la misère, dans les souffrances et les massacres toujours plus gigantesques. Par rapport à la douceuse et mensongère fable réformiste, c'est la position révolutionnaire et elle seule qui est **réaliste**: le progrès véritable ne peut être obtenu que par la force, par la lutte, par la violence et la révolution.

Nous ne pouvons mieux faire pour terminer que de reproduire la prise de position du courant «marxiste» dans un éditorial de «L'Egalité»; d'autant plus que les ouvrages sur le sujet, pour démontrer le caractère sectaire et «intenable» de cette opposition à la loi Ferry, se limitent à ne citer que le court passage où l'obligation faite aux enfants de fréquenter l'école est dénoncée comme une mesure appauvrissant les familles ouvrières. En dépit de ses faiblesses, expression des graves lacunes théoriques de ce courant qui n'avait qu'une connaissance très approximative du marxisme, cette prise de position se situe sans équivoque sur les positions correctes de classe: ce n'est pas l'instruction qui libérera le prolétariat, mais la révolution. Et c'est sur ces mêmes positions anti-culturalistes que lutteront quelques décennies plus tard au sein des Jeunesses socialistes, Bordiga et les militants de la future Gauche communiste d'Italie.

Voici donc de larges extraits de cet article intitulé Instruction et révolution (30).

«Le Sénat vient de voter le projet de loi rendant l'instruction primaire gratuite et obligatoire. Comme nous ne sommes pas de ceux qui croient à la panacée de l'instruction nous ne nous réjouissons nullement de ce vote condamné à rester stérile. En rétablissant l'obligation de l'instruction - établie en France en 1598, abolie par Louis XIV, décrétée par la Convention et supprimée par la Restauration - nos dirigeants n'ont eu en vue que leurs intérêts de caste: il fallait, en effet, mettre l'instruction des producteurs français au niveau de celle des travailleurs étrangers afin de soutenir la concurrence; il fallait ensuite donner un os à ronger aux esprits vides qui se consomment en déclarations contre

l'ignorance, cause, selon eux, de tout le mal social.

La question pour nous est celle-ci: apprendre à tous à lire, écrire et calculer, est-ce suffisant pour remédier aux maux de la société? Nous répondons catégoriquement: Non!

Il faut avant tout organiser la société au matériel avant de la réformer au moral. Modifions le milieu d'abord, nous améliorerons les esprits après. L'ignorance est le résultat de la misère, ce n'en est pas la cause: c'est donc le paupérisme qu'il convient de faire disparaître préalablement. Or dans les conditions actuelles, obliger l'enfant du pauvre à aller à l'école, avant de fréquenter l'atelier, c'est arracher à la famille ouvrière une ressource dont elle ne peut pas se passer. (...)

Et qu'on ne nous parle pas des bienfaits de l'instruction. Au point de vue intellectuel, l'instruction, telle qu'elle est distribuée, n'exerce aucune action. Qui oserait soutenir que tel petit crevé porteur d'un diplôme de bachelier est plus intelligent que tel ouvrier jugeant les choses, non pas d'après les classiques, mais d'après le bon sens? Les jésuites, qui ont un moment combattu l'instruction, ont vite compris que, façonnée entre leurs mains, elle serait une arme bien plus efficace que l'ignorance; et maintenant les institutions cléricales lancent chaque jour, à travers la société, des nuées de jeunes gens crétinisés par l'enseignement clérical.

Or, nous redoutons autant les générations abruties par la pédagogie bourgeoise que celles polluées par l'instruction congréganiste.

(...) Les congrégations se servent de l'instruction spéciale qu'elles falsifient dans leurs officines de séminaristes pour étayer Dieu dans les imaginations. Les bourgeois se serviront de l'instruction banale qu'ils sophistiqueront dans leurs fabriques de collégiens pour consolider le patron dans les sociétés.

(...) Ce n'est pas par les méthodes de l'enseignement bourgeois que nous rendrons aussi rapide que possible la transition entre le régime de la force, fondé sur la domination de l'homme par l'homme, et le régime de la science, basé sur l'instruction de l'homme par l'homme. Les méthodes actuelles ne peuvent entraîner que le dédain, le désespoir, le scepticisme et le mysticisme, l'apathie, qui sont autant de maladies de la raison. Le propre de la période que nous traversons doit être l'action; le résultat de l'action sera la science.

Agir d'abord, pour savoir, et, ensuite, savoir pour agir, telle est la loi de la vie humaine.

En d'autres termes: révolution - et instruction après».

(1) Cité par V. Potiemkine, «Histoire de la diplomatie», Paris 1946, tome II, p. 68

(2) cf Philippe Guillaume, «Jules Ferry», Ed. Albin Michel, Paris 1992, p. 30.

(3) cf Maurice Reclus, «Jules Ferry», Ed. Flammarion, Paris 1947, p. 73.

(4) cf Ch. Nique et Cl. Lelièvre, «La République n'éduquera plus. La fin du mythe Ferry»; Ed. Plon, Paris 1993, p. 126.

(5) Ibidem, p. 128, 130.

(6) cf Fresnette Pisani-Ferry, «Jules Ferry et le partage du monde», Ed. Grasset 1962, p. 153.

(7) Discours au parlement du 28/7/1885. Citations dans plusieurs ouvrages, mais seuls Nique et Lelièvre, op. cit., reproduisent in extenso, p. 118, le passage sur les races supérieures et inférieures que les autres passent pudiquement sous silence, quand il n'y font pas allusion, comme Reclus, pour y voir de l'«humanisme»!

(8) cf Edwy Plenel, «La république inachevée. L'Etat et l'école en France», Payot 1985, p. 15, 16.

(9) Discours sur «L'égalité d'éducation», 10 avril 1870. Ce discours est cité dans de nombreux ouvrages, par exemple dans Nique et Lelièvre, p. 31.

(10) Ibidem, p. 62-63.

(11) Ibid., p. 63.

(12) cf Ed. Plenel, op. cit., p. 106-107.

(13) cf Nique et Lelièvre, p. 27 (les citations précédentes se trouvent p. 46-47).

(14) cf Ed. Plenel, op. cit., p. 349.

(15) Discours du 10 avril 1870. cf Nique et Lelièvre, op. cit., p. 42-43.

(16) cf Nique et Lelièvre, p. 53-54. Le 10 juillet 1882, Ferry déclara vouloir «*rester en bons termes avec l'Eglise et maintenir le Concordat*» (lien entre l'Eglise et l'Etat).

(17) Ibid., p. 54.

(18) Discours du 2 juillet 1881. Cité par Laurence Loeffel, «La laïcité et la neutralité scolaires: origine et signification d'une double principe», IUFM de Lille.

(19) cf Laurence Loeffel, Ibidem.

(20) Ibidem.

(21) Déclaration de Frère Irlide, supérieur général des Frères des Ecoles chrétiennes. cf Ed. Plenel, op. cit., p. 359.

(22) cf Emile Durkheim, «L'Education morale», P.U.F., 1963, p. 126-127. Ils'agit d'un recueil de leçons données à la Sorbonne à la chaire de la Science de l'Education en 1902-1903, où il avait pris la succession de Buisson, bras droit de Ferry. En bon démocrate, Durkheim affirme que la réglementation ne doit pas être trop «*envahissante*», qu'il faut laisser un certain degré de liberté, car sinon il y a risque de faire de l'élève un «*révolté*» ou un «*déprimé moral*»; la pédagogie doit plutôt le mettre «*dans la situation où se trouve normalement un sujet hypnotisé*»!

(23) Ibidem, p. 125.

(24) cf Nique et Lelièvre, p. 103-104.

(25) cf Pierre Arnaud, «Le militaire, l'écolier, le gymnaste. Naissance de l'éducation physique en France. 1869-1889», Presses Universitaires de Lyon 1991, p. 123, 127. Il semble, à lire cet ouvrage, que la vogue des bataillons scolaires ne survécut pas au ministère Ferry, celui-ci devant même tempérer, pour des raisons financières, l'ardeur des écoles à avoir des armes et des munitions!

(26) cf Nique et Lelièvre, p. 108.

(27) Ibidem, p. 109.

(28) cf Ed. Plenel, op. cit., p. 177-178.

(29) cf Nique et Lelièvre, p. 129-130.

(30) cf «L'Egalité», organe du Parti Ouvrier, 26 mars 1882.

Voile islamique : A bas les lois discriminatoires! Unité prolétarienne contre l'oppression!

(Le prolétaire n°467; Juin-Juillet 2003)

Une nouvelle fois la question du port du foulard islamique est sur le devant de la scène.

Deux «affaires» ont défrayé la chronique: dans un lycée de Lyon-Duchères les enseignants ont fait grève contre le refus par le rectorat de l'exclusion d'une élève qui avait l'audace de venir aux cours ainsi couverte, portant ainsi selon eux gravement atteinte aux lois de la République française et aux principes de la laïcité; la seconde s'est déroulée dans le milieu du travail où une salariée a été licenciée par l'entreprise qui l'avait embauchée des mois auparavant, avec ce même foulard et qui, du jour au lendemain, trouvait que cela posait des problèmes vis-à-vis de la clientèle avec laquelle elle était en relation, puis réintégrée – avec son foulard – après que le Conseil des Prud'hommes ait statué en référé qu'elle était victime de discrimination.

LA RELIGION , AUXILIAIRE DE L'ETAT BOURGEOIS

Et puis il y a eu le fameux discours de Sarkozy affirmant le 19 avril l'interdiction du port du voile sur les photos d'identité lors du Congrès de l'Union des Organisations Islamiques en France, où dominent les Frères Musulmans. Cela a déclenché les sifflets de l'assistance, mais le minuscule ministre de l'Intérieur et des Cultes s'en est sorti grand aux yeux des bourgeois: il leur a prouvé qu'il savait amadouer les organisations religieuses musulmanes intégristes tout en leur parlant le langage de la «fermeté» dans le domaine du respect des symboles de l'Etat bourgeois. Sarkozy a réussi ce qu'avaient déjà commencé à réaliser les ministres de l'Intérieur précédents (en particulier Chevènement): organiser, discipliner sous contrôle de l'Etat la religion musulmane dans la perspective d'arriver à un

«Islam à la française». L'Islam est en effet non seulement la deuxième religion du pays, mais surtout la religion de la grande partie de la fraction immigrée du prolétariat, la partie la plus exploitée et la plus opprimée qu'il est vital pour la classe dominante de maintenir dans la soumission. Ory a-t-il une arme idéologique plus puissante pour prêcher la **soumission** et la **résignation** que la religion? Les bourgeois savent pertinemment que l'intimidation et la répression policières ne suffisent pas toujours à garantir le calme dans les banlieues ouvrières et qu'il n'existe pas beaucoup de moyens pour contrôler les jeunes prolétaires d'autant moins réceptifs aux sirènes de la démocratie et de l'Etat de droit qu'ils sont confrontés au chômage, au racisme et aux discriminations de toutes sortes. Les bourgeois constatent aussi avec crainte que dans les pays d'origine de cette immigration, le mécontentement des masses s'exprime parfois - et de façon ultra-violente! - dans des mouvements à fond religieux. Ils voient qu'à Casablanca, comme l'écrit «Le Monde», ce porte-parole autorisé de la bourgeoisie française, «*le terrorisme est sorti des bidonvilles*»; ils voient qu'en France et dans plusieurs pays d'Europe, des «*terroristes islamistes*» ou prétendus tels se recrutent parmi l'immigration maghrébine et arabe. Ce qu'ils redoutent vraiment, c'est moins les attentats, toujours possibles, de groupes terroristes, que la contagion de la lutte violente à certaines couches des prolétaires arabes et par là au reste du prolétariat; c'est que, de formes islamistes réactionnaires en fait inoffensives pour le capitalisme, la révolte qui pousse ces éléments en vient à les porter sur le terrain **prolétarien**, sur le terrain **révolutionnaire**. De là la nécessité du contre-feu religieux, de là le **soutien de Sarkozy aux forces islamiques**.

Mais le contrôle social de la bourgeoisie sur la classe ouvrière repose aussi sur sa **division**, notamment entre français et immigrés, entre blancs et arabes, noirs, etc. Les bourgeois ne peuvent renoncer à attiser cette division qui est l'un des facteurs les plus puissants de la paralysie ouvrière; ils s'emploient en permanence à présenter les prolétaires immigrés et leurs fils de façon péjorative, à en faire potentiellement des éléments troubles dont il faut se méfier, suscitant et entretenant ainsi le racisme anti-arabe au sein du prolétariat. C'est dans ce cadre que s'expliquent les réactions virulentes, absolument disproportionnées avec leur objet, que suscitent régulièrement les manifestations de la religion musulmane, que ce soit la construction de mosquées ou le port du voile.

Ces réactions hystériques de rejet ne peuvent être compréhensibles que de ce point de vue. Quand des profs demandent l'exclusion d'une élève portant le foulard islamique, au nom de la défense des femmes (!) et de la laïcité, il est facile de répondre qu'ils n'ont jamais demandé l'exclusion d'une élève portant une croix: en demandant aux autorités des mesures de répression contre une enfant d'immigrés, ils ne luttent pas contre l'oppression religieuse, ils renforcent l'oppression dont souffre cette partie du prolétariat tout en consolidant la plus **pernicieuse** encore **religion laïque**, religion d'**obéissance à l'Etat bourgeois** qui infeste encore massivement tout le prolétariat français.

Abandonner la vision qui met au centre la lutte de classe et non les institutions démocratiques, revient à **faire le jeu de la bourgeoisie** et à **renforcer les divisions du prolétariat** que l'on prétend combattre. C'est pourquoi il est important de dénoncer ceux qui, comme Lutte Ouvrière, apportent une caution «ouvrière» et «révolutionnaire» à cette entreprise et critique Sarkozy parce qu'il ne va pas assez loin (!) dans la dénonciation du foulard islamique: «*Mais Sarkozy est hypocrite. Ce n'est pas principalement sur les photos d'identité que le foulard pose problème – sinon de rares fois à la police (sic !) – c'est dans la vie quotidienne de nombre de femmes et de jeunes filles, dans les écoles mais pas seulement*» (1).

Il faut déjà un aplomb ahurissant pour évacuer ainsi d'un trait de plume ce que représentent les tracasseries policières pour les habitants de type arabe dans notre beau pays laïque et combien elles seront renforcées par les propos de Sarkozy (ils impliquent le dévoilement public à chaque contrôle policier). Mais L.O. continue ainsi: «*La question du port du voile n'est (...) pas au fond une question de croyance religieuse, de laïcité ou non*» (?). «*S'y opposer est d'abord un combat, social et politique. Ne pas l'accepter, notamment en classe pour les enseignants, c'est appuyer les femmes qui, dans leur milieu familial et social, tentent de résister au machisme ambiant*». Avec ce raisonnement de flic (je te réprime pour ton bien!) l'hypocrisie passe ici toutes les bornes: il faudrait que L.O. explique en quoi exclure une élève, représente un appui à la lutte de celle-ci contre le machisme de sa famille!

* * *

La question du foulard islamique, comme en général la question religieuse, doit être analysée du point de vue du prolétariat et de son unité. Il faut donc d'abord faire un constat de l'état du prolétariat. Le prolétariat n'est pas protégé des tares, des arriérations, des formes d'oppression entre les sexes, nationalités, races, etc. La femme prolétaire subit dans la société capitaliste une oppression de plus par sa condition féminine et les discriminations envers elle commencent à l'usine pour s'achever au foyer. Ce n'est pas le propre de l'islam d'opprimer doublement la femme prolétaire, c'est le propre de la **société bourgeoise et capitaliste**. Ce ne sont pas contre les signes symboliques de cette oppression particulière que doivent se battre les prolétaires, mais bien contre la société qui les génère. Ce n'est pas l'interdiction de ces symboles qui modifiera quoi que ce soit de l'oppression de la femme prolétaire; ce n'est pas l'Etat bourgeois et ses lois qui feront reculer l'obscurantisme religieux: les marxistes savaient avant le *Kulturkampf* (lutte culturelle) du chancelier allemand Bismarck contre le catholicisme ou la lutte des gouvernements radicaux français aboutissant en 1905 à la séparation de l'Eglise

et de l'Etat, que l'influence de la religion a sa source dans l'oppression et dans la faiblesse des prolétaires à combattre cette oppression. Ils refusaient alors tout appui à l'anticléricalisme bourgeois et ils ne reprochaient pas aux Sarkozy du moment de ne pas en faire assez! Depuis cette époque d'ailleurs la bourgeoisie ne lutte plus contre la religion et l'Eglise catholiques qui a abandonné de son côté toute nostalgie de l'Ancien régime.

Seuls **le combat de la classe ouvrière, l'unité prolétarienne** acquise dans la lutte de classe, sont le vecteur de l'émancipation des prolétaires et de leur libération des divisions, des discriminations et des illusions religieuses qui les minent. Tout soutien ou même toute neutralité vis-à-vis des mesures vexatoires de l'Etat bourgeois contre une fraction du prolétariat, mesures qui s'inscrivent dans l'oppression particulière que subit celle-ci, qu'elle qu'en soit le prétexte, ne peut en aucune façon aider la lutte d'émancipation de ces prolétaires; elle ne peut au contraire que renforcer les préjugés de leur grande masse et creuser un peu plus le fossé avec le reste des prolétaires.

(1) cf «*Lutte Ouvrière*», 25 avril 2003.

Supplément à «le prolétaire»

n° 472 - Juillet 2004 - (12 pages - 0,5 €)

<h1>le prolétaire</h1> <p>ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL</p>	
<p>CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la généralisation de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (L'année 1921) la lutte de la Gauche Communiste contre la déqualification de l'Internationale, contre le révisionisme, la "révolution sans révolution", la "corrélation" stalinienne, le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance, la tâche officielle de réalisation de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique parlementaire et électoraliste.</p>	<p>Juillet 2004 Supplément au Prolétaire n°472</p> <p>Prix: 0,50 euro Incluant le postage</p>
<h2>Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois</h2>	
<p>Le mouvement «Ni putes, ni soumises» (NPNs) est né à la suite d'un atroce fait divers (une jeune fille, Sohane, brûlée vive par un garçon dans une banlieue populaire). Il a rencontré un succès indéniable et il a acquis un poids important parmi les organisations travaillant dans les milieux issus de l'immigration et même au-delà avec sa reconnaissance par les médias et par les autorités.</p>	
<p>Il se présente comme une association luttant contre la situation difficile que connaissent les filles maghrébines, victimes d'un machisme particulièrement prononcé; celles qui ont l'audace ou la possibilité de battre en brèche les habitudes traditionnelles et d'avoir une sexualité libre sont dénoncées comme des «putes», alors que le comportement correct dans ces milieux serait d'être «soumises» aux hommes (pères, frères, etc.). Comme il s'agit d'un mouvement de femmes de condition prolétarienne, le mouvement «NPNs» a été considéré avec dédain par les organisations féministes existantes et il a de son côté tout de suite affirmé que ces dernières étaient «des petits rassemblements réservés aux femmes issues de classes aisées».</p> <p>Le fait qu'il dénonce sans langue de bois une situation bien réelle explique l'écho qu'il a rencontré et rencontre encore, alors que le féminisme bourgeois, ayant obtenu pour l'essentiel ce qu'il voulait, a</p>	<p>abandonné les femmes prolétaires à leur sort (qui ne l'a jamais intéressé ou réagi) et a en conséquence perdu pratiquement toute audience auprès d'elles.</p> <p>Mais loin d'être un mouvement luttant pour la défense et l'amélioration des conditions des filles et femmes prolétaires issues de l'immigration, «Ni putes, ni soumises» constitue une impasse, une diversion par rapport au besoin de cette lutte. En réalité, au lieu de représenter un premier pas vers la lutte et vers l'organisation pour la lutte des femmes prolétaires et des prolétaires en général, ce mouvement est un obstacle dangereux pour cette perspective: un instrument au service de l'Etat bourgeois et de l'ordre capitaliste établi dont les prolétaires des deux sexes sont les victimes.</p> <p>NPNs est une succursale de «SOS-riche» - cette organisation de collaboration des classes mise en place dans les années 80 par la Gauche au gouvernement pour atténuer la poussée combative qui</p>

Au sommaire:

- Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois
- Extrait des «thèses pour la propagande parmi les femmes (III^e Congrès de l'IC)

Extrait

(...) C'est donc la **lutte anticapitaliste**, la lutte contre la structure économique et sociale bourgeoise, qui est nécessaire pour l'amélioration de leurs conditions, alors qu'une lutte **féministe**, c'est-à-dire associant des femmes de diverses classes, bourgeoises et prolétaires, ne peut s'attaquer aux racines de l'oppression. Seule l'**organisation des femmes prolétaires sur des bases classistes** aux côtés des prolétaires masculins, même pour des objectifs immédiats et des revendications partielles, indépendamment et contre les institutions bourgeoises, indépendamment et contre les partis bourgeois de tout bord, pourra leur permettre de battre en brèche les violences et les injustices, et de faire reculer les préjugés et les attitudes machistes chez les hommes(...)

La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires

(Le prolétaire n°425; Février-Mars 1994)

*Des centaines et des centaines de milliers de personnes venues de toute la France ont donc manifesté le 16 janvier à Paris. Protestaient-elles contre la vague incessante des licenciements, contre la dégradation continue de la condition de la classe ouvrière, contre la misère croissante, la situation des sans abris, ou les attaques envers les travailleurs immigrés? Non, ce qui motivait cette manifestation «historique», c'était la défense du «Service Public d'Education Nationale» menacé, paraît-il, par la révision de la loi Falloux. En opposant l'école de l'Etat républicain à l'école des curés, les organisateurs de cette manifestation et de celles qui l'ont précédée, ont choisi: ils préfèrent l'Etat bourgeois aux curés. Les véritables communistes ne choisissent pas: l'Etat et les curés sont tous deux **au service de la classe dominante, la bourgeoisie**. Les organisateurs disent (tract officiel pour la manif du 16/1) qu'avec la révision de la loi Falloux «l'égalité des citoyens se trouve ainsi gravement menacée», alors que tout prolétaire sait que cette soi-disant égalité des citoyens n'a jamais existé. Ils disent aussi que la fonction du S.P.E.N. est d'être un «outil d'intégration sociale dans un ensemble humain dans lequel la démarche laïque permet de vivre ensemble dans le respect des individus et par l'action pour l'égalité de leurs droits». Les communistes véritables **dénoncent** précisément tous les mécanismes d'«intégration sociale» mis au point par la bourgeoisie pour enchaîner le prolétariat à la société capitaliste; ils **démasquent** cette société non comme un vague «ensemble humain» indifférencié, mais comme une société de classes aux intérêts opposés; ils **combattent** toutes les «démarches», laïques ou non, qui*

tendent à faire «vivre ensemble dans le respect des individus» ces classes ennemies et ils **appellent** les prolétaires non à se satisfaire d'une «égalité [fictive] de leurs droits» mais à **s'engager dans la guerre de classe** pour renverser la République bourgeoise et instaurer sur ses ruines leur dictature révolutionnaire.

Nombreux sont les prolétaires qui respectent cette école car ils y voient une grande institution démocratique qui assure l'instruction de leurs enfants. Mais ce n'est pas par amour de l'humanité que l'Etat bourgeois a instauré l'instruction obligatoire, mais tout simplement parce que c'est une nécessité pour le capitalisme d'avoir une main d'oeuvre instruite et formée. En réalité, l'école, privée ou publique, est dans la société capitaliste destinée à dresser les enfants, à leur apprendre le respect de l'ordre, de la discipline, de la hiérarchie et de tous les principes moraux si nécessaires à la bonne exploitation de la classe ouvrière! L'opportunisme politique et syndical présente l'école laïque, et l'instruction et la culture qu'elle diffuse, comme le moyen pour les enfants de prolétaires de gravir l'échelle sociale. Les faits montrent aujourd'hui beaucoup plus clairement qu'hier l'inanité de cette **illusion fatale** pour la lutte de classe. De moins en moins nombreux sont les prolétaires ou leurs enfants qui peuvent s'imaginer à l'heure actuelle que de bonnes études seront une garantie de passer de l'autre côté de la barrière ou au moins d'avoir une «bonne place». Dans la société capitaliste rien n'est garanti pour le prolétariat que l'exploitation, le chômage, la misère et la guerre. Tous ceux qui essayent de faire croire que le contraire est possible, pourvu que la loi du Comte de Falloux ne soit pas abrogée et que des crédits soient attribués à l'école laïque, sont bien pire que de sinistres imbéciles: quels que soient les noms qu'ils se donnent, ce sont des **ennemis mortels** du prolétariat qui font leur possible pour l'aveugler d'illusions **contre-révolutionnaires**.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'une lettre dans laquelle ces points sont repris et où notre correspondant rappelle que **l'intérêt des travailleurs et de leurs enfants, ne réside pas dans l'amélioration de l'éducation, l'égalité des chances, la démocratisation de l'enseignement et autres miroirs aux alouettes, mais dans la reprise de la lutte de classe pour abolir à jamais l'exploitation capitaliste.**

* * *

Le capitalisme ne rechigne devant rien pour accentuer son oeuvre destructrice de paralysie du prolétariat. L'idéologie religieuse continue à faire des ravages confirmant, si besoin était, l'affirmation de Marx: «La religion est l'opium du

peuple». Après avoir fait appel aux dames patronnesses, avoir ressorti de la naphthaline le cureton «abbé Pierre», avoir redonné à la charité ses tristes lettres de noblesse (Kouchner, Coluche, etc.) pour «s'attaquer à la misère» croissante conséquence de la putréfaction du système économique en place, après nous avoir abreuvé par médias interposés de feuillets successifs (OM-Valenciennes, GATT, affaire Villemin, etc.), voilà que la bourgeoisie appelle le triste et réactionnaire sieur Falloux à la rescousse dans le but de déclencher une «nouvelle guerre scolaire». Les serviteurs zélés (de droite comme de gauche) du capitalisme ont été conviés, au parlement et au sénat, à plancher sur la loi du même nom, loi qui datait de 1850 et qui établissait la «liberté» de l'enseignement dans le primaire et le secondaire. La bourgeoisie a modifié cette loi à maintes reprises (1882, 1886, 1901, 1902, 1904, etc.). Les institutions bourgeoises ont cette fois donné satisfaction à la droite, ce qui a entraîné une réaction de la gauche bourgeoise: l'enseignement privé serait «privilegié» au détriment du public. Plutôt que décortiquer les éléments financiers, il est beaucoup plus intéressant d'analyser la toile d'araignée tendue par le capitalisme et dans laquelle le prolétariat ne doit pas tomber.

L'ENSEIGNEMENT, PUBLIC COMME PRIVE, EST AU SERVICE DU CAPITALISME

Si la bourgeoisie a appelé Falloux à son secours, c'est pour mieux mystifier le prolétariat. La différence entre l'enseignement public et l'enseignement privé est beaucoup moins important que ce qu'on veut bien dire; leur rivalité est cultivée et basée sur des notions inexactes mais savamment entretenues; elle permet de masquer leur fonction essentielle: être au service de la bourgeoisie et donc du capitalisme qui va s'ingénier à alimenter la différence pour mieux diviser le prolétariat. La boucle est bouclée...

Pour déjouer le piège tendu, il est nécessaire d'analyser différents points (de façon succincte et non exhaustive).

L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Il est surtout confessionnel (catholique majoritairement), mais il peut être aussi patronal. Les enfants de différentes classes le fréquentent. Il est faux de dire que c'est un enseignement réservé aux couches privilégiées. Les enfants de prolétaires y sont assez nombreux et ils ne sont pas là uniquement par idéologie religieuse. La commodité peut être aussi un élément déterminant du choix (proximité du domicile, etc;). Les carences du public déterminent aussi certains parents. L'éducation y est élitiste (mais n'est-ce pas la même chose dans le public?) et n'est pas gratuite; à ce sujet le privé veut aller plus loin: «obtenir la gratuité» demande le cureton Choupet, secrétaire général de l'enseignement catholique.

L'ENSEIGNEMENT PUBLIC OU LAIC

C'est l'école de la République et de Jules Ferry, adepte forcené de l'expansion coloniale (1): son principe de base est la neutralité, c'est-à-dire l'acceptation du capitalisme et le silence ou la déformation de ses méfaits. En 1984, à Nantes, le secrétaire du CNAL (Comité National d'Action Laïque) Bouchareissasse, déclarait fièrement: «*L'école laïque n'est ni de droite ni de gauche; elle ne fait pas de politique*». Les curés du privé ne pouvaient que souscrire à cette affirmation d'un pseudo-«socialiste» pourri et imbécile.

La **gratuité** si souvent encensée disparaît comme une peau de chagrin, à telle enseigne que les parents doivent se regrouper dans des amicales locales afin d'organiser des soirées de bienfaisance pour l'école de leurs enfants. L'école d'un quartier bourgeois aura donc des moyens supérieurs à celle d'un quartier ouvrier. Les enfants de toutes les classes sociales la fréquentent. Les enfants de prolétaires y sont certes plus nombreux. Le prolétariat le plus paupérisé la «choisit» (disons plutôt qu'elle lui est imposée) prioritairement et exclusivement.

La laïcité a une réputation d'être progressiste et donc plus égalitariste mais en réalité elle reproduit, comme dans le privé, les classes sociales telles qu'elles existent. Au plus il y a possibilité pour une infime minorité d'enfants de prolos de devenir des bourgeois. La pseudo-égalité des chances n'est que de la poudre aux yeux.

Cette comparaison rapide permet de faire ressortir deux éléments essentiels:

- le prolétariat a recours aux 2 écoles.
- les 2 écoles assurent la postérité des classes sociales existantes.

LE CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT

Il est basé sur le patriotisme, sur le nationalisme, sur le chauvinisme, sur la division de la société en classes sociales distinctes, sur la division entre les sexes, sur la division travail manuel-travail intellectuel.

Louis XIV, Napoléon, Danton sont portés au pinacle; Robespierre est présenté comme un sanguinaire. Et Babeuf? ignoré! Et Marx? Bien souvent il faut attendre la classe terminale pour «étudier» succinctement son oeuvre. Lénine? déformé! Luxemburg, Engels, etc.? inconnus! L'action des masses opprimées pour s'émanciper et renverser les systèmes d'exploitation? minimisée! seule est digne d'attention l'action de «grands hommes» qui «font» l'histoire...

L'enseignement, privé comme laïc, véhicule les valeurs de la bourgeoisie. Il endoctrine les enfants sur les bienfaits de la démocratie bourgeoise qui serait le meilleur régime possible et présente comme un repoussoir le fascisme et le pseudo-«socialisme» stalinien, oubliant de dire que ce sont tous des formes du capitalisme, et passant sous silence les crimes commis spécifiquement par les

démocraties. Il serait possible de continuer à citer tout un tas d'exemples du même genre...

LES TRAVAILLEURS DES DEUX ECOLES

Au niveau des **enseignants**, de par leur fonction, ils défendent et préservent l'ordre en place. De ce fait ils sont souvent proches de la petite bourgeoisie. Un certain nombre est plus particulièrement exploité: ce sont les maîtres auxiliaires (les M.A.). Mal payés, dans l'insécurité permanente, ils sont souvent touchés par le chômage. Les **A.T.O.S.S.** (personnel administratif, d'entretien, de maintenance et de restauration) et le personnel de surveillance subissent la même exploitation que ce soit dans le public ou le privé. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader; leurs patrons respectifs (privés, évêchés ou Etat), sous la contrainte du capitalisme, ne cessent de les pressurer.

Le but de la guerre scolaire pour tous ces travailleurs, est de les diviser eux aussi et de leur faire oublier leur condition de victime du capitalisme.

Les **locaux**: Si le rapport Vedel met en exergue la vétusté du privé (un constat teinté de catastrophisme à n'en pas douter), l'enseignement public, là aussi, n'a rien à envier.

GAUCHE ET DROITE AU SERVICE DU CAPITALISME

Traditionnellement la droite défend l'enseignement privé au nom de la liberté du choix, la gauche défend l'enseignement public au nom des valeurs de la République en passant sous silence que cette République n'est rien d'autre que l'Etat bourgeois.

La droite est au pouvoir et n'a donc eu aucun mal à faire réviser la loi Falloux. La Gauche est aussitôt montée au créneau: l'ensemble du PS, du PCF, de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, de la FSU et de l'extrême gauche a crié au scandale et appelé à la riposte; Au Parlement la gauche a déposé 6.000 amendements (si le ridicule tuait, le Parlement serait mort: ce qui ne pourrait que réjouir les communistes révolutionnaires).

A travers ce problème scolaire la bourgeoisie a réussi à remobiliser la gauche en la réunifiant (ainsi elle est plus crédible).

Eh oui, Prolétaires, la gauche existe toujours, vous sembliez l'avoir oubliée. La bourgeoisie se charge de vous le rappeler car elle a trop peur que vous cherchiez une alternative ailleurs que dans ces formations au service du capitalisme. «La lutte de classe, la révolution... Inutile, puisqu'il y a la gauche» clame la bourgeoisie.

LE PROLETARIAT DOIT DEJOUER LE PIEGE TENDU

Que les travailleurs exploités refusent l'école patronale! normal. Que les

prolétaires un minimum conscientisés choisissent l'école publique plutôt que l'école confessionnelle, convaincus qu'ils sont que l'idéologie religieuse constitue l'un des obstacles au renversement du capitalisme, cela relève de la logique.

Mais qu'ils n'oublient jamais que l'école publique et sa laïcité sont aussi les défenseurs de la bourgeoisie et de sa doctrine. Qu'ils n'oublient jamais que si le déclin des religions est une condition favorable à la lutte révolutionnaire, leur disparition ne pourra être que la conséquence de la révolution et de l'avènement du communisme et qu'elle n'est donc pas possible tant que subsiste le capitalisme.

Cette guerre scolaire a pour résultat principal de détourner le prolétariat de ses obligations de classe, de faire diversion aux attaques qu'il subit de plein fouet. Les manifestations qui ont eu lieu sont inter-classistes. Elles sont contraires aux intérêts de la classe exploitée en la mobilisant en défense de l'une des institutions de l'Etat bourgeois et en redonnant vigueur aux mensonges sur les possibilités qu'offrirait la démocratie bourgeoise pour échapper à sa condition sociale. Ce sont donc des manifestations au service de la bourgeoisie. **Les prolétaires n'ont pas à y participer.**

Les communistes révolutionnaires doivent démontrer aux prolétaires la réalité du piège tendu et les mobiliser dans le sens de leurs intérêts de classe, à savoir:

LE RETOUR A LA LUTTE DE CLASSE pour l'avènement de la SOCIETE COMMUNISTE.

(1) Jules Ferry était un politicien particulièrement haï des travailleurs pour sa participation à la répression des communards, son colonialisme, sa corruption effrénée, ses alliances avec les cléricaux et les réactionnaires, au point que sa candidature à la présidence de la République en 1887 provoqua de violentes manifestations ouvrières.

Engels écrivait: «*Et sous ce point de vue on peut même souhaiter l'avènement de Ferry - l'avènement du chef de la maison Roublard et cie en remplacement des simples commis. Grévy pour avoir simplement toléré la corruption, renversé par Ferry qui la pratique ouvertement et qui s'en vante - voilà qui serait beau. Mais Ferry président, ce serait l'appel à la révolution, le: je me fous de vous! de la bourgeoisie craché à la figure du peuple*» (16/11/87).

Il est extrêmement instructif que ce répugnant personnage soit devenu le saint patron de l'instruction laïque... cf «Marx Engels et la troisième République» Ed. Sociales, p.195..

Mobilisation réactionnaire pour la laïcité

(Le prolétaire n° 404; Décembre 1989- Janvier-Février 1990)

Le refus par le proviseur du lycée de Creil de laisser trois jeunes filles suivre les cours parce qu'elles ne voulaient pas ôter leurs «foulards islamiques» a donc été le point de départ de cet ahurissant «mouvement d'opinion». Propulsée par les médias toujours avides de décerveler leur clientèle par des nouvelles sensationnelles ou par des «faits de société» ramenés à l'échelle mesquine de faits divers individuels, cette affaire a cependant pris des proportions beaucoup plus importantes, significatives du climat social et politique français.

Son retentissement s'explique d'abord parce qu'elle conforte le racisme quotidien «ordinaire» selon le schéma: arabe = intégriste musulmans perturbateurs aujourd'hui de l'école, demain peut-être de toute la société; ensuite parce qu'elle vient naturellement s'inscrire dans une politique bien précise de l'Etat bourgeois vis-a-vis des prolétaires immigrés à l'enseignement du binôme «exploitation-répression» comme pour tous les prolétaires, mais aggravée par des discriminations et une oppression particulière. Enfin cette affaire a contribué à redonner quelque poids à certains mécanismes (usés mais malheureusement toujours efficaces) de la démocratie, en l'occurrence à l'union interclassiste en faveur des institutions bourgeoises laïques.

Nous exagérons? Comment alors qualifier cette touchante unanimité pour la défense de l'Ecole laïque, du F.N. et du RPR jusqu'au PCF, aux trotskystes et aux anarchistes, autrement que comme une alliance de fait, non contre une menace imaginaire envers l'Ecole, mais contre la menace, potentielle mais réelle, de la fraction immigrée du prolétariat envers le statu-quo social actuel?

Une telle alliance de fait est aujourd'hui impossible derrière les slogans franchement racistes et ouvertement anti-ouvriers de la droite et de l'extrême-droite. Elle ne peut se réaliser que derrière des objectifs «démocratiques»,

«neutres», à coloration même «de gauche», comme la laïcité ou la condition de la femme, voire, dans une version plus radicale, la lutte contre la religion. Nous avons là une nouvelle illustration de la puissance de l'idéologie démocratique qui entend réunir toutes les classes de la même façon qu'elle réunit tout un éventail d'organisations politiques apparemment opposées entre elles sur tous les autres points. Nous avons donc une nouvelle raison de combattre cette idéologie démocratique et de dénoncer comme contraires aux intérêts de la classe ouvrière tous les courants qui s'en réclament.

Revenons à cette fameuse «laïcité». La lutte contre la religion catholique a été une nécessité historique de la révolution bourgeoise car l'Eglise était une des institutions et un des piliers de l'ancien régime. Et l'Eglise avait auprès des masses populaires une influence autrement plus forte et plus pernicieuse que la noblesse haïe. Après s'être emparée des biens du clergé, la bourgeoisie s'est donc appliquée à réduire la place sociale de l'Eglise en brisant son monopole religieux, son monopole dans l'enseignement, en lui retirant la responsabilité de la tenue de l'état-civil, etc. En raison de cette lutte contre l'Eglise, l'athéisme bourgeois s'est maintenu même après que la bourgeoisie se soit rendue compte de la nécessité pour elle de maintenir l'influence religieuse sur les couches populaires.

L'anticléricalisme, qui n'est pas la même chose, est cependant resté lui aussi vivace assez longtemps pour de un raisons.

D'abord parce que la guérilla de l'Eglise catholique et du Vatican contre la République a été longue. Ensuite et surtout parce que la bourgeoisie a constaté que l'anticléricalisme était un excellent moyen de mobiliser la classe ouvrière et les masses opprimées en défense de l'Etat bourgeois.

La bourgeoisie s'est employée sciemment à maintenir vivantes les traditions, datant de la révolution, d'union entre les classes contre l'adversaire cléricalo-féodal. La révolution n'était jamais finie, elle était toujours menacée par les réactionnaires: défense de la république, lutte anticléricale, combat laïque, telles étaient les orientations qui, tout au long de la Troisième République, ont réussi à faire croire à la classe ouvrière qu'elle avait quelque chose en commun avec ses exploiters. Et ce quelque chose, ce n'était rien moins qu'une forme (républicaine, démocratique et laïque) de l'Etat bourgeois!

Ces thèmes de la gauche bourgeoise étaient combattus avec plus ou moins de bonheur par les partis ouvriers. Mais la dégénérescence opportuniste de ces derniers les amena bien vite à abandonner ce combat, incompatible avec une activité de plus en plus orientée vers la collaboration des classes. Les partis staliniens héritèrent de cette tendance et l'aggravèrent en faisant passer pour socialistes toutes les valeurs bourgeoises. Ils firent de Jules Ferry, politicien anti-ouvrier, porte-parole des cercles colonialistes et symbole de la corruption parlementaire, un personnage vénéré à cause de ses prétentions laïques.

La laïcité prétend que l'Ecole doit être neutre, au dessus des idéologies politiques et religieuses, parce qu'elle dispenserait un savoir neutre à des écoliers

libres et égaux, de la même façon que la démocratie prétend que l'Etat est au dessus des classes, neutre et impartial devant des citoyens libres et égaux (en droit).

Le marxisme démasqua ces deux mensonges. Pour le dire en un mot, l'Ecole est avant tout un **dressage** des élèves à la société bourgeoise et l'Etat, l'instrument de la **domination d'une classe** sur les autres.

Prétendre qu'il faille défendre l'une ou l'autre de ses institutions, c'est être réactionnaire car cela signifie faire un bond en arrière de deux siècles, au moment où l'objectif immédiat était d'abattre et de vaincre le féodalisme. N'en déplaise aux bien-pensants de gauche, cette révolution-là est finie depuis bien longtemps.

Mais, nous dira-t-on, faut-il pour autant tolérer la religion?

Remarquons d'abord que c'est la seule «religion des arabes» qui pose problème. Admettre ces trois lycéennes avec leur foulard, c'est ouvrir la voie à ce que bientôt des centaines de milliers de femmes portent le voile, à ce que les fillettes soient excisées, etc. Nous n'avons pas trouvé ces délires racistes seulement sous la plume du F.N., mais aussi dans une presse dite «d'extrême-gauche». Comme si de nombreuses lycéennes n'étaient pas admises dans de nombreux lycées - et à Creil même, les années précédentes - sans qu'on assiste à ce déferlement intégriste fantasmé par les racistes; comme si l'Ecole laïque était le bouclier de «notre» société et de «notre» pays contre le fanatisme musulman... Grattez un peu ces laïques et vous trouverez le **social-chauvinisme** fier et convaincu de la supériorité de sa culture et de son Etat.

Il n'y a aucun doute que toutes les religions sont une entrave à la lutte d'émancipation du prolétariat et elles sont combattues à ce titre par le marxisme. Cependant le marxisme est un matérialisme dialectique; il ne combat pas la religion de la même façon que le rationalisme bourgeois, qui ne conçoit qu'une lutte d'idée pour éclairer les consciences. Pour ce dernier en particulier le savoir dispensé par l'Ecole suffit à faire reculer «l'obscurantisme» religieux.

Tout militant ouvrier qui s'est posé le problème d'une lutte commune avec des camarades de travail influencés par la religion peut comprendre l'attitude marxiste exposée par Lénine. Il évitera l'erreur impardonnable d'être solidaire en quoi que ce soit des discriminations ou des oppressions exercées contre ces travailleurs par la hiérarchie, la Direction ou l'Etat, y compris sous un prétexte religieux. La lutte anti-religieuse peut facilement devenir un facteur de division du prolétariat et un support du racisme, surtout lorsque seule la religion (ou les coutumes) de la fraction minoritaire, la plus opprimée et souvent la plus exploitée, de la classe ouvrière est visée.

Ce n'est pas l'Etat bourgeois, ou travers de l'une de ses institutions - l'Ecole - qui peut faire reculer et disparaître la religion. L'Ecole laïque l'a démontré en France. La religion plonge ses racines dans le terrain social de l'exploitation capitaliste et de la misère des masses; elle acquiert donc une nouvelle vigueur dans les périodes de crise économique. Seul le déploiement de la lutte de classe prolétarienne peut la faire reculer et c'est la société communiste qui la fera

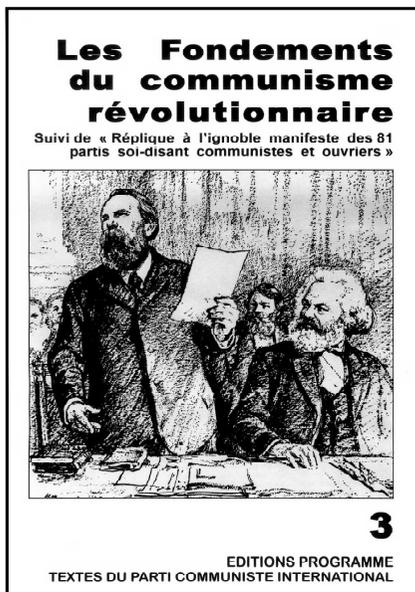
disparaître en rendant l'humanité enfin réellement maîtresse de son destin.

Toute alliance avec l'Etat bourgeois ou avec une partie de la classe dominante, sous prétexte de lutter contre les préjugés religieux de certains travailleurs est bien pire qu'une imbécillité. En accentuant la division des travailleurs, en renforçant les sentiments de supériorité chauvine, en s'opposant à l'indépendance de classe du prolétariat, elle constitue un **crime** contre la classe ouvrière et la révolution communiste.

En marge des grèves dans l'enseignement

(Le prolétaire n° 401; Mai-Juin 1989)

«LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE»



Au sommaire de la brochure

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- **Annexe:** Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

(Format A5; 92 pages; 3 €)

La réforme Jospin devait sans aucun doute être un point fort de l'action du gouvernement PS. Comme elle avait très probablement été préparée avec le concours des bonzes de la FEN, le gouvernement s'attendait à ce que cette réforme soit bien accueillie par les enseignants. Rocard n'avait pas hésité à affirmer que l'enseignement est la priorité n°1 de son gouvernement et il avait même devancé Jospin dans l'annonce du projet afin d'en recueillir tous les bénéfices.

On connaît la suite: mécontentement quasi général des enseignants, la FEN contrainte d'organiser des grèves pour ne pas être débordée par les coordinations, reculs de Jospin, négociations entre compères ministre et bonzes, propos «apaisants» de Mitterrand...

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une analyse détaillée de cette énième réforme, mais plutôt de rappeler les points de principe fondamentaux du communisme sur le sujet.

L'Ecole est une institution importante de la société capitaliste puisqu'elle a pour tâche de préparer au mieux la jeunesse à occuper sa future place, qui dans la classe ouvrière, qui dans les couches moyennes, qui parmi la classe dirigeante. Il s'agit donc d'une institution **de classe** qui disparaîtra avec la société bourgeoise.

L'Ecole n'est pas neutre vis-à-vis de la société bourgeoise et de la lutte des classes. Elle diffuse une idéologie humanitariste bourgeoise de démocratie, de paix sociale et de croyance au progrès. Elle inculque la discipline, le respect du savoir et de l'autorité. Elle forme les individus - ou essaye de les former - au moment où ils sont le plus malléable, à devenir des citoyens dociles, respectueux et crédules.

L'Ecole n'est pas neutre vis-à-vis des classes. Les différences d'orientation selon l'origine sociale sont moins nettes que dans les pays où les études sont

franchement payantes. Moins «l'égalité des chances» est illusoire. Les mécanismes d'orientation aboutissent «naturellement» à ce que les fils d'ouvriers se retrouvent ouvriers, les fils de cadres, cadres à leur tour, etc. Quant aux fils de bourgeois, la fortune de leurs parents supplée à tous leurs problèmes scolaires éventuels pour leur assurer une bonne situation dans leur classe d'origine.

Cette «égalité des chances» ou démocratisation de l'École est l'objectif avoué de tous les réformateurs sociaux. Supposons qu'il devienne réalité: la société de classes en serait modifiée en rien. Seulement les enfants les plus doués des prolétaires pourraient facilement devenir des petits-bourgeois (et même des bourgeois). Bel idéal de conservation sociale! A l'heure actuelle, cela existe, comme exception et non pas évidemment comme règle, mais ces exceptions nourrissent les espoirs d'ascension sociale. Réformistes et bourgeois savent que ces espoirs ne se concrétisent que pour quelques individus; mais comme ils n'ignorent pas la puissance de ces espoirs et leur utilité pour l'ordre bourgeois, ils font tout leur possible pour les alimenter et faire croire que l'École peut être un moyen pour les fils et filles de travailleurs d'échapper à leur condition sociale.

Mais l'École ne peut pas plus que les autres institutions de l'État planer au dessus des classes. Pas plus que l'État, l'École ne peut être transformée par des réformes pour se mettre au service de la classe ouvrière. En réalité les seules réformes possibles et les seules réellement envisagées sont celles qui adaptent l'École aux évolutions de l'appareil productif capitaliste.

Il en découle que lier les revendications des enseignants à des revendications de type pédagogique est faire oeuvre de collaboration de classe dans l'écrasante majorité des cas. Les enseignants (surtout les instituteurs) perdent de plus en plus leur ancien prestige de dispensateurs du savoir, pour devenir des salariés comme les autres. Perdant un statut «privilegié», ils gagnent la possibilité de constater que leurs revendications sont de même nature que celles des travailleurs de la Fonction Publique et que leurs luttes peuvent et doivent rejoindre les leurs.

Les revendications des enseignants doivent donc être orientées selon des **principes de classe**: réduction de la charge de travail, refus des heures supplémentaires, défense du salaire, augmentations uniformes pour tous, unité avec les catégories inférieures, personnel non enseignant y compris, titularisation des auxiliaires et précaires, lutte contre les divisions, les hiérarchies, les grades, et bien sûr le salaire «au mérite».

Des revendications de ce type pourraient servir de plate-forme pour une lutte générale des salariés de l'École. Dans cette lutte le soutien ne doit pas être recherché auprès des parents d'élèves en général, mais auprès des travailleurs pour qu'ils manifestent une **solidarité de classe**, en attendant que soit possible une lutte générale de tous les prolétaires.

Cette orientation est radicalement différente de celle du collaborationnisme des syndicats. Elle implique donc une rupture pratique, organisationnelle et politique avec toutes les forces du réformisme et de la paix sociale.

«Lutte Ouvrière» prosternée devant l'éducation bourgeoise

(Le prolétaire n° 313; 16 au 29 mai 1980)

A la différence du communisme révolutionnaire, l'anticommunisme possède de multiples facettes. Celui de la grande bourgeoisie est explicitement contre-révolutionnaire et antiprolétarien. Celui du réformisme a la particularité d'être agité et propagé parmi la classe ouvrière à travers les partis pseudo «ouvriers» et réellement traîtres, et les directions syndicales. Mais il existe aussi un anticommunisme plus habile, plus discret mais tout aussi dangereux, car il prétend défendre en paroles le marxisme pour mieux le poignarder. Un exemple frappant nous est donné par *Lutte Ouvrière*.

Bien sûr, on sait à quoi s'attendre de la part d'une organisation qui, en pleine attaque bourgeoise contre la classe ouvrière et nos frères immigrés en particulier, a entrepris voici quelques mois une campagne hystérique d'affiches disant «*un chômeur de plus, c'est un consommateur de moins*».

Mais le plus abject politiquement est la vision de LO sur l'éducation et l'école bourgeoise. Par exemple: «*La culture, la compréhension du monde dans lequel nous vivons, c'est essentiellement à l'école qu'elles s'acquièrent, surtout pour les jeunes des couches les plus pauvres de la population* » (LO n° 608, janvier 80). On se demande ce qu'est le marxisme pour cette organisation, à moins que ce ne soit à l'école qu'on l'enseigne? C'est déjà gratiné, mais ce n'est pas le meilleur. Dans la revue théorique *Lutte de classe* n° 73 de mars 80, on lit: «*la culture générale et technique que dispense la bourgeoisie (...) à dose homéopathique [quel malheur!] dans les LEP, à faible dose dans les lycées mais à bien plus forte dose [les veinards !] dans les facultés et les Grandes Ecoles est encore ce que la société actuelle connaît de meilleur* [souligné par nous] (...). Elle apporte (...) un certain entraînement à réfléchir et à raisonner, toutes choses qui sont le contraire de la spécialisation manuelle (...). C'est encore dans les écoles de la

bourgeoisie qu'on apprend aujourd'hui l'essentiel: on apprend à apprendre, on acquiert des mécanismes de pensée qui ouvrent d'infinies possibilités»!!! La meilleure culture c'est encore celle que la bourgeoisie tente de donner à ses fils», dit LO, qui cite Polytechnique comme exemple de ce que la société a de meilleur. Ce n'est pas un ministre de l'Education nationale qui parle, mais une organisation qui se prétend révolutionnaire!

Regardons donc ce que disent les véritables révolutionnaires. D'abord Boukharine et Préobrajenski, dans «*l'ABC du communisme*», écrit en 1919 et qui fut longtemps le manuel de base des militants bolcheviks:

«*Dans la société bourgeoise, l'école poursuit trois buts principaux: elle élève la jeune génération des travailleurs dans un esprit de dévouement et de respect pour le régime capitaliste: elle prépare parmi la jeunesse des classes dirigeantes des dresseurs "instruits" pour le peuple laborieux; elle sert la production capitaliste en utilisant la science pour le perfectionnement de la technique et l'augmentation des revenus capitalistes. (...)*

Les écoles secondaires et supérieures se transforment en réalité en établissements d'enseignement pour la jeunesse bourgeoise. Elle y est préparée à remplacer les parents aux postes d'exploiteurs, de fonctionnaires et de techniciens de l'Etat bourgeois. L'enseignement dans ces écoles révèle nettement un caractère de classe [souligné par nous - NdIR]. Si ce caractère ne se manifeste pas aussi nettement dans l'enseignement des mathématiques ou des sciences naturelles à cause de la substance même de ces sciences, par contre il apparaît très clairement dans les sciences sociales qui forment précisément la mentalité des élèves. L'économie politique est enseignée à la manière bourgeoise, avec des moyens perfectionnés pour réfuter Karl Marx. La sociologie et l'histoire sont également enseignées dans un esprit purement bourgeois. L'histoire du droit est couronnée par le droit bourgeois, considéré comme le droit naturel de "l'homme et du citoyen", etc. En résumé les écoles secondaires et supérieures (les Universités) apprennent aux fils de la bourgeoisie tout ce qui est nécessaire à la société bourgeoise pour maintenir son système d'exploitation. Si par exception les enfants des travailleurs arrivent aux Universités, l'organisme scolaire bourgeois les détache de leur classe d'origine, leur inocule une psychologie bourgeoise, et les talents des travailleurs servent en définitive à l'oppression de leur propre classe.

Et voici ce que Lénine disait en Octobre 1920 (au IIIe congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie) de «l'ancienne école», c'est-à-dire l'école bourgeoise:

«*L'ancienne école déclarait vouloir former un homme ayant une culture générale complète et enseigner les sciences en général. Nous savons que c'était entièrement faux, car toute la société était basée et reposait sur la division des hommes en classes, en exploités et en opprimés. Il était naturel que toute l'ancienne école, entièrement imprégnée de l'esprit de classe, ne donnât des*

connaissances qu'aux enfants de la bourgeoisie. Chaque mot était falsifié dans l'intérêt de la bourgeoisie. Dans ces écoles, on n'éduquait la jeune génération des ouvriers et des paysans que pour les dresser dans l'intérêt de la bourgeoisie. On les éduquait dans le but de former pour la bourgeoisie des serviteurs utiles, susceptibles de lui rapporter des bénéfices, sans troubler sa quiétude et son oisiveté. (...)

L'ancienne école était celle de l'étude livresque; elle obligeait les gens à assimiler une masse de connaissances inutiles et superflues, sans vie, qui encombraient le cerveau et transformaient la jeune génération en bureaucrates bâtis sur le même gabarit. (...)

L'ancienne école formait des serviteurs nécessaires aux capitalistes; des hommes de science, elle faisait des hommes obligés d'écrire et de parler selon le désir des capitalistes. Cela signifie que nous devons la supprimer. (...)

Tant que les ouvriers et les paysans sont opprimés par les propriétaires fonciers et les capitalistes, tant que les écoles restent aux mains des propriétaires fonciers et des capitalistes, la jeune génération reste aveugle et ignorante».

On est aux antipodes de la logique petite-bourgeoise de LO! De LO qui avance **aujourd'hui** le mot d'ordre: «Oui, à l'Education - Non à l'Exploitation», c'est-à-dire qui dit **oui** à l'éducation nationale, patriotique, bourgeoise! Défendre ainsi un des instruments de l'Etat, défendre le bras, non pas armé, mais **idéologique** de la dictature de la bourgeoisie, est en contradiction absolue avec la défense réelle des intérêts immédiats et futurs du prolétariat.

Dans la société bourgeoise, l'alternative n'est pas et ne saurait être: Education ou Exploitation. Au contraire, les deux sont bourgeoises et sont intimement liées. Laissons l'éducation bourgeoise au ministre et à ses larbins. L'éducation communiste relève du Parti révolutionnaire et ne peut se faire que dans la lutte contre toutes les institutions bourgeoises!

La fonction de l'enseignement dans la société bourgeoise

Extrait de: «L'opportunisme et l'enseignement»,
(Le prolétaire n° 134; Septembre 1972)

Nous vivons dans une société de classes. Pour triviale qu'elle puisse paraître, cette vérité première semble avoir été oubliée par certains. Or, au sein de toute société de ce type, se manifestent des antagonismes irréductibles qui opposent des classes aux intérêts radicalement divergents et qui ne peuvent se résoudre que par la destruction de la base de cette division: la structure de la production et en particulier celle des rapports de production correspondants qui répartissent les individus indépendamment de leur volonté en leur conférant des tâches sociales précises au sein de la division du travail sur lesquelles ils n'ont d'autre prise que celle de les bien ou de les mal mener, sans jamais pouvoir individuellement les remettre en question.

Dans ce schéma général de la société, la fonction de l'Etat se donne comme la superstructure politique, la garant juridique et la justification idéologique du maintien et de la reproduction des rapports de production: «*produit des contradictions de classes irréconciliables, l'Etat est l'instrument de la conservation de cet antagonisme dans les limites acceptables pour les classes dominantes*».

Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine du point de vue économique, et dans le cas de la société bourgeoise, instrument d'exploitation de la classe ouvrière, il dispense par tous ses pores - sous couvert du mythe bourgeois de l'Etat de tout le peuple -, les illusions démocratiques qui le font apparaître comme un organe de conciliation monarchiste, républicain, démocratique ou fasciste, par-delà sa façade constitutionnelle, son rôle est le même: prévenir, modérer ou réprimer la violence latente ou réelle des classes opprimées.

C'est à ce niveau qu'intervient l'enseignement dans son triple rôle: économique, politique idéologique.

Jusqu'à la fin de la société féodale et encore par la suite jusqu'au XVIIIe siècle, c'est-à-dire durant la période d'accumulation primitive du capital, l'enseignement, dispensé par le clergé, a pour fonction la reproduction des classes dirigeantes; il s'adresse aux rejetons de l'aristocratie et de la bourgeoisie montante en leur transmettant une culture généralement empreinte de religiosité, fondée sur le «savoir» de la «révélation», gage de la théocratie et caution de l'absolutisme.

Les révolutions bourgeoises font apparaître des établissements dégagés de la tutelle religieuse et réservés à la classe désormais dominante, la bourgeoisie. Mais parallèlement, le développement des forces productives, l'essor du machinisme et de la grande industrie s'accompagne de la nécessité d'assurer un minimum de formation à une masse de plus en plus grande de prolétaires, d'où un développement, encore limité, de l'enseignement public, le procès de travail exigeant de l'ouvrier qu'il sache à tout le moins lire, écrire, compter: «*la bourgeoisie qui, en créant pour ses fils les écoles polytechniques, agronomiques, etc., ne faisait pourtant qu'obéir aux tendances internes de la production moderne, n'a donné aux prolétaires que l'ombre de l'enseignement professionnel*» (K. Marx, Le Capital, Livre I, Tome 2, Editions Sociales. p. 166).

Mais ce sont les impératifs de la concurrence et de la rotation du capital, ainsi que le développement de la résistance ouvrière imposant l'exclusion des jeunes enfants des usines et l'abaissement du temps de travail, qui conduisent la bourgeoisie à rechercher la production maximum; la mécanisation intensive du travail, l'utilisation de plus en plus accélérée des résultats de la recherche scientifique ont pour conséquence une complication du procès de travail réclamant du côté des ouvriers une formation plus poussée, une connaissance correcte des techniques de base.

C'est pourquoi apparaît l'école publique dont la fonction est d'assurer la formation de la force de travail et d'infecter le futur producteur des «valeurs» de la société mercantile. C'est aussi pourquoi l'enseignement répondant à des exigences économiques impératives, devient rapidement une entreprise «de masse», «laïque» parce que répondant à l'idéologie bourgeoise anti-féodale et anticléricale «obligatoire» parce que tendant à assujettir tous les individus aux rapports de production capitalistes, afin d'en faire des sujets dociles soumis à la bourgeoisie.

Actuellement, à l'époque de l'impérialisme, où la concurrence pousse à la recherche de la productivité maximum et à l'intégration massive de la haute technologie dans la production, la fonction économique de l'enseignement se renforce. Mais il s'agit toujours de former la force de travail productrice de valeur et de plus-value capitalisable. Potentiel productif à exploiter, le jeune prolétaire n'a d'autre perspective que celle de devenir le futur support d'une tâche

parcellaire au sein de la division du travail et le jouet dérisoire du capital mort.

Le Collège d'Enseignement Technique apparaît alors dans son âpre et sordide réalité d'une école de soumission de la force de travail humaine à la barbarie productiviste. Quant à l'enseignement secondaire et surtout à l'enseignement supérieur, réservés de fait aux rejetons des multiples couches de la bourgeoisie, ils préparent le futur cadre, agent de marketing ou fonctionnaire à des tâches de «recherche» et d'«innovation» pour mieux pressurer la force de travail et en extraire tout son suc de plus-value, ou plus prosaïquement à des emplois de surveillance ou d'«encadrement».

Qu'il soit agent du progrès technique ou membre du service d'ordre de l'entreprise, le cadre n'est qu'un parasite profitant de l'exploitation du prolétariat et de l'extorsion de surtravail social dont il se voit attribuer une portion; son existence se développe sur le dos du prolétaire et sur le fond de l'immense gaspillage des ressources sociales et naturelles, tribut nécessaire rendu à l'anarchie productiviste par un capitalisme constamment à la recherche du profit maximum.

LA FONCTION IDÉOLOGIQUE DE L'ÉDUCATION

La fonction idéologique de l'éducation bourgeoise est le plus souvent masquée: si le rôle des instituteurs de la troisième république ne permet aucun doute quant à la signification accordée par la bourgeoisie française à l'obligation de l'enseignement: création d'une cohorte plébéienne de bons patriotes revanchards et chauvins, respectueux du chef d'entreprise et de l'Etat (voir à ce propos les manuels de «morale» de l'époque), l'enseignement actuel paraît largement moins politisé, plus «objectif» et soucieux d'un maximum de neutralité idéologique.

En fait, il ne fait que traduire par le mode de penser idéaliste et éclectique qu'il transmet l'idéologie spontanée des classes dominantes: il suffit de s'adresser à l'un de ces honnêtes serviteurs de l'Education nationale que sont les professeurs de lettres, d'histoire et de philosophie, pour mettre aussitôt à jour cette crasse intellectuelle que représente leur conception du monde, sorte de bouillie mélangée d'empirisme vulgaire, de démocratism plat et de moralisme impénitent.

Présenter en effet dans les matières littéraires les multiples tendances intellectuelles et écoles de pensée, bref, l'histoire des idées, sans référence aucune aux conditions socioculturelles dont elles ne sont que l'émanation abstraite et le reflet plus ou moins décalé mais toujours expressif, c'est donner dans la vieille vision idéaliste dégageant les courants idéologiques de leur signification de classe; c'est également noyer l'histoire réelle dans le mythe de la «culture nationale»; c'est surtout contribuer à former un mode de pensée qui perçoit dans l'apparent éclectisme de l'histoire des idées, un gage de la juste neutralité et le bien fondé de la démocratie reconnue comme l'unique système politique et idéologique fondant le droit de chacun à... l'empirisme le plus borné appelé pompeusement

«liberté de pensée».

Présenter les disciplines dites «scientifiques» comme des sciences autonomes, hors du sous-sol social, de la production, dans leur soi-disant et mythique fonction de «libre recherche désintéressée», c'est masquer l'origine et la finalité réelles de ces outils abstraits se développant sur la base du système social capitaliste qui leur pose les questions matérielles dont elles assument les réponses technologiques; c'est contribuer à taire la tyrannie qu'un mode de production insensé exerce sur la société toute entière et en particulier par l'asservissement des sciences à la rotation du capital et au cycle de sa reproduction; enfin c'est nier le fait que les immenses ressources actuelles du savoir susceptibles d'être placées à la disposition de l'humanité afin de la décharger d'une partie de son fardeau, sont irrémédiablement et quotidiennement dilapidées et sacrifiées au fétiche de la marchandise et de l'argent.

Quant à la fonction politique de l'éducation bourgeoise, elle est évidente. Sur la base d'une égalité fictive entre les classes, elle prétend offrir à chacun la même possibilité d'accéder aux sinécures et aux bonnes places par la valorisation du mérite personnel et par delà les inégalités de la naissance. Surtout, il s'agit de faire miroiter aux yeux de la classe ouvrière cette possibilité de parvenir à ce qu'on appelle la **promotion sociale**. Ainsi l'éducation va dans le sens d'une intégration aux perspectives économiques et aux valeurs de la bourgeoisie, l'enseignement pour tous assurant aux fils de la nation la possibilité d'accomplir leur vocation de bons et loyaux citoyens.

(...) Les communistes marxistes ont un programme invariant et clair depuis le **Manifeste** de 1848: ayant définitivement condamné le projet réformiste d'une conquête progressive et parlementaire du pouvoir d'Etat et de ses différences instances, ils orientent leur propagande dans le sens de la nécessaire **destruction** de la société bourgeoise et de son fondement économique, le mercantilisme.

C'est au parti de classe international de regrouper l'avant-garde ouvrière sur la base de son programme, du matérialisme historique et des principes du communisme révolutionnaire.

C'est à la dictature du prolétariat qu'incombera la tâche exaltante de tracer la voie de l'organisation rationnelle des rapports entre les hommes sur le fond de la liquidation de l'actuelle division du travail, revendiquée par l'opportunisme comme un clivage «naturel», opposant le travail manuel au travail intellectuel. C'est pourquoi comme l'écrivait Marx voici déjà plus d'un siècle:

«L'éducation de l'avenir unira pour tous les enfants au dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique et cela non seulement comme méthode d'accroître la production, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets».

Contre le culturalisme

(Motion Bordiga au Congrès de la Jeunesse Socialiste)
(Programme Communiste n°56, juillet-septembre 1972)

Le Congrès de Bologne de la Jeunesse socialiste italienne en 1912 fut le théâtre d'une lutte importante sur le thème «Education et culture», entre le courant de droite, mené par A. Tasca, et le courant de gauche mené par Bordiga (la gauche fut majoritaire de justesse). La motion de droite définissait l'activité de l'organisation comme essentiellement culturelle: voulant avant tout «*élever l'âme et l'esprit de la jeunesse prolétarienne au moyen d'une instruction générale, littéraire et scientifique*» afin de «*donner au parti des militants conscients et sûrs*» et de former «*des organisateurs compétents et de bons producteurs*» pour que la révolution socialiste devienne réalisable, elle appelait à la création d'un réseau d'écoles et de bibliothèques socialistes où des cours de formations seraient régulièrement dispensés.

Cette conception «illuministe», typique du réformisme, où l'activité militante est la conséquence de l'étude et de l'instruction préalables - qui plus est des connaissances générales! - est à l'opposé de la conception matérialiste marxiste résumée ci-dessous, en introduction à la motion Bordiga.

* * *

(...) Les conflits sociaux naissent de déterminations économiques. L'exploitation économique pousse les prolétaires à s'organiser dans l'association de classe; l'action de classe - défaite, victoire - déchaîne la haine et l'enthousiasme: c'est sur ce terrain qu'ils rencontrent le parti.

Toute forme de positivisme, de rationalisme, doit être repoussée. La «conscience» suit l'instinct. Le sentiment la précède et la soumet. La haine pour l'ennemi

bourgeois, pour le traître; le mépris pour tout ce qui peut sortir de leurs bouches. La joie dans la lutte, l'amour des camarades de combat, le désir ardent de faire le meilleur instrument au service de la révolution: voilà les sentiments qui caractérisent la résurrection révolutionnaire du prolétariat. Ils sont la prérogative de la jeunesse ouvrière, avant-garde de la classe.

Encore une thèse que nous suggère le texte que nous publions et que nous avons volontairement choisi dans notre **vieil** arsenal pour battre en brèche les attrait mensongers et religieux du «savoir». Au nez de la jeunesse dorée d'aujourd'hui, nous lançons le vieil axiome: **la révolution sera l'oeuvre des «ignorants»!**

Les «amis du peuple» ou plutôt les amis de nos ennemis, les partisans des «révolutions culturelles» d'hier ou d'aujourd'hui sont horrifiés par cette thèse marxiste: mais qui dirigera les usines, qui panifiera l'économie, qui manœuvrera l'Etat? demandent-ils. Ces gens-là ne pourront jamais comprendre la puissance sociale de l'«ignorance», de même qu'ils n'ont pas compris celle de la barbarie, ni celle de la religion primitive, commodément relégués au rang de superstition.

Les prolétaires n'ont rien à apprendre du capitalisme. La future société devra, hélas, hériter, de sa structure économique et sociale. Mais la dictature du prolétariat n'attendra pas une minute après la victoire pour procéder systématiquement et progressivement à la destruction des structures et des rapports sociaux. Dès 1848 Marx, qui n'avait rien d'un ignorant ni d'un utopiste, envisageait que le pouvoir prolétarien, après avoir abattu les bastions des Etats démocratiques, d'origine toute récente, renverse le cours déjà délirant de l'économie en s'appuyant sur le prolétariat armé. La partie finale du *Manifeste* contient les premiers rudiments pratiques de l'économie prolétarienne. L'héroïque classe ouvrière européenne d'alors parlait et agissait de manière révolutionnaire et communiste, sans avoir la moindre notion de la doctrine scientifique que Marx lui-même élaborait après 1848. La «culture» existante était déjà plus que suffisante pour abattre le pouvoir d'Etat bourgeois.

Aujourd'hui, l'excès de «culture» étouffe dans un étau même la masse des déshérités. A plus forte raison l'«ignorance» de cette «culture» permettra-t-elle au prolétariat d'acquiescer la totale conviction de sa victoire sociale sur le capitalisme. Sans préjugés, sans inquiétudes, fort de la fraternité, sûr de posséder l'arme du Parti, il abattra toutes les idoles des classes possédantes et il gravera fidèlement dans son coeur et dans sa mémoire le signes indélébiles de l'histoire nouvelle.

A LA JEUNESSE PROLÉTARIENNE

Les générations qui vivent sous le règne infâme du capital ont la tâche de détruire le pouvoir d'Etat capitaliste. C'est la tâche la plus difficile. L'intelligence que l'histoire requiert du prolétaire d'aujourd'hui n'est que celle de lutter contre le capitalisme, de repousser toutes les influences qui pourraient le détourner de cette

tâche. Intelligence de classe, violence de classe!

Mais la jeunesse prolétarienne, qui sera appelée à occuper les premiers rangs sur la ligne de feu, aura non seulement la tâche spécifique d'abattre le pouvoir bourgeois avec toute la classe ouvrière, mais aussi d'instaurer la société nouvelle, la société sans classes. Ce travail de reconstruction ne demandera pas moins d'enthousiasme, pas moins de volonté et d'esprit de sacrifice. (...)

La lutte contre les faux socio-communistes, contre les agents de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, requiert une action mille fois plus organisée et plus disciplinée. Une organisation et une discipline imposées non pas par un ensemble de règles caporalesques, faites pour cacher la division qu'on entretient parmi les prolétaires entre ceux qui **votent** pour les chefs prestigieux, et les prétoriens qui aident ces mêmes chefs à conserver leurs prébendes, mais une organisation et une discipline dictées par le programme communiste.

Une soumission personnelle, dans la dépersonnalisation du combattant individuel, aux buts, aux principes, aux moyens révolutionnaires. Une adhésion volontaire et enthousiaste à la lutte pour le communisme. Un dévouement total et désintéressé à la cause commune.

L'arme principale au moyen de laquelle le capitalisme enchaîne la classe ouvrière à la domination opportuniste, c'est la corruption par la mystification démocratique savamment dosée avec la violence dans les diverses formes culturelles, religieuses, politiques, étatiques. La jeunesse prolétarienne a en elle-même assez de force pour repousser cette corruption, avec l'abnégation qui lui est propre, et cette générosité désintéressée qui caractérise les jeunes.

Le futur assaut du prolétariat révolutionnaire sera l'oeuvre de la jeunesse travailleuse. C'est à elle que les communistes révolutionnaires s'adressent pour qu'elle donne le signal de la reprise de la lutte révolutionnaire de classe.

MOTION DE LA GAUCHE SUR «EDUCATION ET CULTURE» AU CONGRÈS DE LA JEUNESSE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN (BOLOGNE, SEPTEMBRE 1912)

Le Congrès, **considérant** qu'en régime capitaliste l'école représente une puissante arme de conservation dans les mains de la classe dominante, qui tend à donner aux jeunes une éducation qui en fasse des partisans fidèles et résignés du régime actuel, et les empêche d'en apercevoir les contradictions essentielles, constatant par conséquent le caractère artificiel de la culture actuelle et des enseignements officiels sous tous leurs aspects, et estimant qu'il ne faut avoir aucune confiance dans une **réforme** de l'école dans un sens **laïque** ou **démocratique**;

Reconnaissant que le but de notre mouvement est de s'opposer au système

d'éducation de la bourgeoisie, en formant des jeunes intellectuellement libres de toute forme de préjugés, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier tout intérêt individuel à l'action révolutionnaire;

Considérant que cette éducation socialiste, s'opposant aux diverses formes d'individualisme où se perd la jeunesse moderne, et partant d'un ensemble de connaissances théoriques strictement scientifiques et positives, tend à former un esprit et un sentiment de sacrifice;

Reconnaît la grande difficulté pratique de donner à la masse des adhérents à notre mouvement une base de notions théoriques si vaste qu'elle exigerait la formation de véritables instituts culturels et des moyens financiers disproportionnés à nos forces; et, tout en s'engageant à donner l'appui le plus enthousiaste au travail qu'entend faire dans ce domaine la Direction du P.S., estime que l'attention des jeunes socialistes doit plutôt se tourner vers **la formation du caractère et du sentiment socialistes**;

Considérant qu'une telle éducation ne peut être donnée que dans le milieu prolétarien quand celui-ci vit dans la lutte de classe, entendue comme préparation aux conquêtes finales du prolétariat, repoussant la définition académique de notre mouvement et toute discussion sur sa prétendue **fonction technique**, croit que les jeunes trouveront dans toutes les agitations de classe du prolétariat le meilleur terrain pour le développement de leur conscience révolutionnaire, et que de même les organisations ouvrières pourront trouver dans la collaboration active de leurs éléments les plus jeunes et les plus ardents, cette foi socialiste qui seule peut et doit les sauver des dégénérescences utilitaristes et corporatistes;

Affirme en conclusion que l'éducation des jeunes se fait plus dans l'action que dans l'étude réglée par des systèmes et des normes quasi bureaucratiques et en conséquence exhorte tous les adhérents au mouvement de la jeunesse socialiste:

a) à se réunir beaucoup plus souvent que ne le prévoient les statuts, pour discuter entre eux des problèmes de l'action socialiste, en se communiquant les résultats de leurs observations et de leurs lectures personnelles et en s'habituant toujours plus à la solidarité morale du milieu socialiste;

b) à prendre une part active à la vie des organisations de métiers, en faisant la propagande socialiste la plus active parmi les camarades organisés, et en y diffusant en particulier la conscience que le Syndicat n'a pas pour seul but les améliorations économiques immédiates, mais est au contraire un des moyens pour l'émancipation complète du prolétariat, aux côtés des autres organisations révolutionnaires.

Lénine

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion

(«Proletari» n° 45. 13 (26) mai 1909 - Oeuvres Complètes, Tome 15)

*Cet article de Lénine, auquel nous n'avons fait que quelques coupures secondaires, est fondamental pour comprendre non seulement la place exacte de la lutte contre la religion dans l'action du parti révolutionnaire (rappelons qu'à cette époque l'appellation **social-démocrate** était encore en vigueur pour désigner les partis ouvriers), mais aussi la façon dont cette lutte doit être menée. Etant des **matérialistes**, les marxistes ne peuvent mener la lutte anti-religieuse à la façon des athées bourgeois, c'est-à-dire comme une lutte basée sur la diffusion des idées comme s'il s'agissait simplement de corriger des «erreurs» dues à l'ignorance. Ils savent que le poids de la religion parmi les classes opprimées repose sur des causes matérielles et que seule la lutte contre ces causes et leur disparition fera disparaître la religion dans les esprits.*

* * *

(...) La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII^e siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX^e siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute

religion. Rappelons que tout l'Anti-Dühring d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, «élevée», etc. «*La religion est l'opium du peuple*». Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer «plus à gauche» ou «plus révolutionnaires» que les sociaux-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique. En 1877, dans l'Anti-Dühring, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, «être plus Bismarck que Bismarck lui-même», le *Kulturkampf*, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricalisme militant des catholiques; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion. Ce point

de vue est entré dans la chair et dans le sang de la sociale-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. *«Proclamer la religion une affaire privée»*. Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la sociale-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, sociaux-démocrates, que notre parti considère la religion comme une affaire privée, que pour nous, sociaux-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a souligné à dessein, disant que la sociale-démocratie considère la religion comme une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier.

Tel est le côté extérieur de l'histoire des déclarations de Marx et d'Engels en matière de religion. Pour ceux qui traitent le marxisme par-dessous la jambe, pour ceux qui ne savent ou ne veulent pas réfléchir, cette histoire est un nœud d'absurdes contradictions et d'hésitations du marxisme: une sorte de macédoine, si vous voulez savoir, d'athéisme «conséquent» et de «complaisances» pour la religion, une sorte de flottement «ans principes» entre la guerre révolutionnaire contre Dieu et le désir peureux de «se mettre à la portée» des ouvriers croyants, la crainte de les heurter, etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver nombre de réquisitoires de ce genre contre le marxisme.

Mais quiconque est tant soit peu capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la sociale-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchie par Marx et Engels; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la «modération» apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites «tactiques», comme le désir de «ne pas heurter», etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre, il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII^e siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au

domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion; c'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme.

Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit: il faut savoir lutter contre la religion; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon matérialiste la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite; on ne doit pas l'y réduire; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion.

Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale.

Les marxistes disent: c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. *«La peur a créé les dieux»*. La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine «subite», «inattendue», «accidentelle», qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les racines de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses par le bain capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être subordonnée à sa tâche fondamentale, à savoir: au développement de la lutte de classe des masses exploitées contre les exploités.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela?

Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante.

Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de sociaux-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées et d'ouvriers assez arriérés ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la sociale-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme ferait le jeu du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les papes et la bourgeoisie (comme du reste les anarchistes aident toujours, en fait, la bourgeoisie).

Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte de classe réellement en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation

concrète; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le «révolutionnarisme» abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit-bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul: ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes: «Vivre et laisser vivre les autres», etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la sociale-démocratie envers la religion. Par exemple, on pose souvent la question de savoir si un prêtre peut être membre du parti social-démocrate. A cette question, on répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis sociaux-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fautive. On ne saurait une fois pour toutes, et quelles que soient les conditions, proclamer que les prêtres ne peuvent être membres du parti social-démocrate, mais on ne saurait davantage une fois pour toutes, faire jouer l'inverse. Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la sociale-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer.

Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe; en Russie, à plus forte raison, il est tout fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent activement ce dernier. Nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la liberté de tendances: nous ne sommes pas tenus de marcher la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Autre exemple: peut-on condamner à titre égal et en tout état de cause, les

membres du parti social-démocrate, pour avoir déclaré: «Le socialisme est ma religion» et pour avoir diffusé des points de vue conformes à cette déclaration? Non. L'écart à l'égard du marxisme (et, partant, du socialisme) est ici incontestable, mais la portée de cet écart, son importance relative peuvent différer suivant les conditions. Si l'agitateur ou l'homme qui intervient devant la masse ouvrière s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour souligner avec plus de réalité ses opinions dans les termes les plus accessibles pour la masse inculte, c'est une chose. Si un écrivain commence à prêcher la «construction de Dieu» ou le socialisme constructeur de Dieu (dans le sens, par exemple, de nos Lounatcharski et consorts) c'en est une autre. Autant la condamnation, dans le premier cas, pourrait être une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté d'agitation, à la liberté des méthodes «pédagogiques», autant, dans le second cas, la condamnation par le parti est indispensable et obligatoire. La thèse «le socialisme est une religion» est pour les uns une forme de transition de la religion au socialisme, pour les autres, du socialisme à la religion.

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse «la religion est une affaire privée». Evidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que l'Etat proclame la religion affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une «affaire privée» la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti social-démocrate tenait la religion pour une affaire privée !

Mais outre la déformation opportuniste ordinaire (qui n'a pas du tout été élucidée dans les débats suscités par notre groupe parlementaire autour de l'intervention sur la religion), il est des conditions historiques particulières qui ont provoqué actuellement l'indifférence, si l'on peut dire, excessive, des sociaux-démocrates européens envers la question de la religion. Ces conditions sont de deux ordres. En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de ses révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tente de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne, il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite-bourgeoise (populiste), chez nous, n'a pas fait beaucoup trop (comme le pensent les néo-cadets Cent-Noirs ou les Cent-Noirs cadets des Vékhis), mais trop peu comparativement à l'Europe.

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une déformation spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchis-

me, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'entend à la conception bourgeoise du monde malgré toute la «rage» de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut, entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au nec plus ultra la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. Rien d'étonnant que maintenant les sociaux-démocrates européens prennent le contre-pied des anarchistes. Cela se comprend et c'est légitime dans une certaine mesure; mais nous autres, sociaux-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques particulières de l'Occident.

En second lieu, en Occident, après la fin des révolutions bourgeoises nationales, après l'institution d'une liberté plus ou moins complète de la conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à dessein de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une «croisade» pseudo-libérale contre le cléricalisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricalisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les sociaux-démocrates, de leur actuelle «indifférence» envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien, les sociaux-démocrates devaient opposer précisément la subordination de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les motivations sont tout autres. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle et toutes les tentatives de la rénover ou de lui donner une assise nouvelle, différente, etc. C'est pourquoi, si Engels corrigeait, en termes relativement doux, l'opportunisme des sociaux-démocrates allemands – qui substituaient à la revendication du parti ouvrier exigeant que l'Etat proclamât que la religion est une affaire privée, la proclamation de la religion comme affaire privée pour les sociaux-démocrates eux-mêmes et pour le parti social-démocrate – on conçoit que la reprise de cette déformation allemande par les opportunistes russes aurait mérité une condamnation cent fois plus violente de la part d'Engels.

(...)

Thèses sur l'Éducation communiste (1921)

Extrait des Thèses adoptées au second
Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes.
(Le Prolétaire » n° 313; 16 au 29 mai 1980)

Nous publions ces extraits des Thèses car elles rappellent que dans la conception communiste l'éducation n'a rien de... scolastique ou d'académique. Repoussant les conceptions réformistes, culturalistes, de la vieille social-démocratie, elles soulignent que l'éducation communiste de la jeunesse prolétarienne, si elle ne néglige pas la connaissance théorique et programmatique se fait avant tout par la participation à la lutte révolutionnaire.

* * *

1. L'exploitation économique et la servitude politique du prolétariat sont complétées et facilitées par la domination des esprits des ouvriers. La lutte du prolétariat pour son affranchissement économique et politique est donc nécessairement à la fois une lutte pour la libération de la pensée et du sentiment prolétariens des formes traditionnelles, des conceptions et des mœurs bourgeoises, et une lutte pour la création d'une nouvelle culture prolétarienne.

Cette lutte morale doit donc être liée directement aux luttes économiques et politiques du prolétariat. Ce n'est que dans ces luttes que le prolétariat gagne peu à peu au cours du développement historique la volonté et l'expérience, le mettant en mesure de pénétrer le contenu de l'idéologie bourgeoise de la classe ennemie, de la détruire par sa critique et de développer systématiquement les nouvelles

formes de la pensée, du sentiment et de l'action prolétariennes.

La méthode employée par le prolétariat pour l'accomplissement de cette tâche, c'est le matérialisme dialectique. Plus les luttes politiques et économiques du prolétariat révèlent clairement la logique du développement historique et mieux le prolétariat apprend à manier sa propre et nouvelle méthode de connaissance.

2. Cette lutte d'affranchissement moral joue par sa nature un rôle particulièrement important dans le mouvement prolétaire de la jeunesse. Le cerveau, le caractère des jeunes sont encore en voie de développement. La jeunesse est bien moins chargée du poids des conceptions et des formes de pensées traditionnelles que l'âge mûr. Le sentiment des jeunes réagit plus fortement et plus immédiatement aux impressions du monde extérieur, contre les contradictions criantes du capitalisme, dans la violence croissante des luttes révolutionnaires de la classe prolétarienne. Mais la jeunesse n'est pas encore en mesure, du moins en partie, de participer à cette lutte au même degré que le prolétariat adulte. Il n'en est que plus nécessaire de l'instruire théoriquement sans retard et de la mettre en état de poursuivre avec plus d'intensité les luttes du prolétariat.

3. Ayant justement apprécié ce fait, dès qu'elle s'est rendu compte de la situation de sa classe, et dès qu'elle a compris la nécessité de la lutte, la jeunesse prolétarienne a partout dirigé son attention non seulement sur la lutte directe contre l'exploitation et le militarisme, mais encore et avant tout sur la préparation morale de cette lutte. Dans une grande partie des organisations des jeunes de la vieille social-démocratie, le travail d'éducation perdit toutefois, avec le temps, ce caractère de préparation à la lutte.

4. (...) La jeunesse apprit pendant la guerre à lutter révolutionnairement. Cette lutte révolutionnaire dut nécessairement être dirigée aussi contre l'idéal d'éducation contre-révolutionnaire petit-bourgeois du Parti social-démocrate. En même temps que le réformisme, la jeunesse révolutionnaire mit au rebut aussi bien le travail d'éducation « neutre » que celui de politique théorique « pure ». Le mot d'ordre devint **« par la lutte vers le savoir »** et non « par le savoir au pouvoir ». Le principe que le travail d'éducation devait servir à la lutte, gagna en clarté et en efficacité pratique aussi dans les organisations des jeunes qui étaient restées des organisations de lutte du prolétariat. A la place du travail d'éducation social-démocrate qui écartait de la lutte, la jeunesse révolutionnaire prolétarienne combattante mit partout le principe: formation socialiste, c'est-à-dire instruction et discipline de la Jeunesse ouvrière au moyen de la participation active à la lutte révolutionnaire.

6. (...) Les questions d'histoire, d'économie, de technique, d'art, de religion, de sciences naturelles, de philosophie, etc., ne doivent être étudiées que dans la mesure où leur connaissance est indispensable pour l'action et pour l'agitation politique vivantes. Les sports, la gymnastique, les voyages, la lutte contre l'alcoolisme, contre le cinéma, contre la littérature pornographique et contre la prostitution doivent être strictement subordonnés à la tâche essentielle de la lutte

politique et militaire du prolétariat. (...)

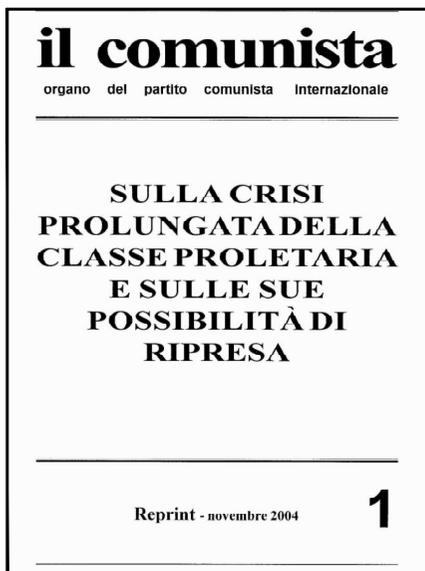
7. La méthode du travail d'éducation communiste correspond au but de la lutte. Elle ne consiste pas à fournir à la jeunesse prolétarienne la science toute prête, à enseigner le socialisme par le livre; elle doit bien plutôt appliquer l'esprit aux intérêts quotidiens concrets du prolétariat et surtout de la jeunesse prolétarienne, elle doit étudier ces intérêts à la lumière des principes communistes, déduire ces principes de ces intérêts et veiller à leur réalisation. Bref, le travail d'éducation communiste doit suivre constamment les mouvements de la révolution, les analyser et les rendre fertiles pour l'action politique. Par cette méthode on ne doit pas seulement fournir des connaissances, on doit également élever pour l'action révolutionnaire. Le travail d'éducation est constamment contrôlé et complété par l'emploi pratique immédiat des connaissances acquises.

**Nuova pubblicazione del partito (Novembre 2004)
SULLA CRISI PROLUNGATA DELLA CLASSE PROLETARIA
E SULLE SUE POSSIBILITÀ DI RIPRESA**

- INDICE -

- Introduzione
- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa
 - La controrivoluzione borghese non si è fermata alla distruzione della prima dittatura proletaria in Russia; doveva trasformare i proletari in schiavi contenti della propria schiavitù
 - La democrazia è il miglior ambiente per la lotta della classe borghese contro la classe proletaria
 - La lotta fra le classi non muore mai
 - Uscire dal baratro
 - Sono le contraddizioni profonde del capitalismo a spingere i proletari alla lotta di classe

(38 pagine, 2 Euro)



Sur le fil du temps Anticléricalisme et socialisme

(Battaglia Comunista n°35; 14-21 septembre 1949)

Sous ce titre l'organe d'alors du parti, «Battaglia Comunista», publia en septembre 49 le «Fil du Temps» que nous donnons ci-dessous. Rappelons que les articles de la série des «Fils du Temps» avaient pour fonction l'armement théorique et politique des militants en puisant dans le passé du mouvement ouvrier les leçons indispensables pour s'orienter dans le présent; contrairement en effet à ce qu'affirment les révisionnistes et les opportunistes de tout bord, le marxisme n'est pas une théorie qui s'élabore ou «s'enrichit» au jour-le-jour, selon les suggestions toujours changeantes de l'actualité ou pour répondre à des faits que l'on présente à chaque fois comme «nouveaux». L'anticléricalisme est une vieille connaissance du mouvement ouvrier et le marxisme a défini depuis longtemps l'attitude à suivre par rapport à lui, comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir.

* * *

Hier

Après avoir retroussé ses manches et s'être passé les avant-bras à l'alcool à 90 degrés, nous pouvons donc mettre les mains sur le processus infectieux le plus grave du mouvement ouvrier: l'anticléricalisme.

Dans les dernières années de la période pacifique du capitalisme, à la veille de la première guerre mondiale, il était peut-être possible de croire que la fracture la plus importante dans l'affrontement politique n'était plus la vieille opposition éculée entre laïques et cléricaux, mais l'opposition entre militaristes et internationalistes, opposition correspondant bien davantage à notre orientation de classe.

Il n'en n'a rien été, parce que tant l'appareil militaire que l'appareil religieux conservent jusqu'à présent un poids formidable parmi les armes de la classe bourgeoise dominante dans le monde. Il n'en n'a rien été, parce que parmi les déviations de la ligne marxiste prolétarienne, figurent encore, en plus de la chute dans le patriotisme et l'adhésion aux guerres, aussi bien l'opportunisme qui tolère

non seulement la croyance dans des principes religieux, mais même la pratique du culte, que l'opportunisme symétrique mais dialectiquement complémentaire de l'alliance avec les équivoques courants bourgeois et petits-bourgeois librepenseurs et francs-maçons.

Lorsque se forma le fascisme en Italie, nous avons pu dire que ce n'était qu'une nouvelle forme de la domination bourgeoise, correspondant mieux aux temps modernes, qui ne devait pas faire regretter, préférer ni désirer les formes précédentes; et que son véritable danger n'était pas dans la négation et le viol du libéralisme démocratique, mais au contraire dans l'élan nouveau vers cette funeste doctrine qu'il susciterait par réaction dans les masses prolétariennes. Le gouvernement actuel, qui s'appuie sur un parti Démocrate-Chrétien cher au Vatican, bête noire de l'Italie bourgeoise, ne vaut pas mieux que les gouvernements libéraux ou fasciste, ou qu'un hypothétique gouvernement de gauche démocratico-socialo-républicain s'il avait plu aux vainqueurs de la guerre de le constituer; le danger spécifique de ce gouvernement, ou, comme on commence à l'appeler, de ce régime philo-catholique, nous le voyons précisément dans la renaissance de la mensongère campagne anticléricale, nouvelle épidémie corruptrice du mouvement de classe qui a déjà connu la désastreuse crise antifasciste.

Si nous plongeons dans les souvenirs de l'histoire anticléricale encombrant la jeunesse de la génération qui a vécu les deux guerres, nous ne rencontrons que confusion. Ceux qui ont les cheveux blancs n'ont pas pu oublier les déclamations de meetings, confusionnistes et blocardes, du style: Vous êtes royalistes? Vous devez être anticléricaux parce que le royaume de Savoie a réalisé l'unité italienne en affrontant l'excommunication papale. Vous êtes républicains? Vous devez être anticléricaux comme le furent Mazzini et Garibaldi, irréconciliables ennemis de l'Eglise catholique. Vous êtes socialistes? Vous devez être anticléricaux parce que le curé est l'allié des patrons. Vous êtes anarchistes? Vous devez être anticléricaux, parce que la libération de l'obscurantisme religieux est la première liberté. Et donc rassemblez-vous tous dans le «bloc populaire», dans le «cercle anticlérical», dans «l'Association de la Libre Pensée». Et puis, mais cela était susurré au moment opportun entre quatre yeux et non vociféré en public, dans la Loge Maçonnique.

Le matériel de propagande de ce mouvement était immense; il mobilisait l'histoire, la littérature, la chronique de tous les pays; il servait par brassées ou par fragments réduits, des citations d'écoles, d'auteurs, d'écrivains; il utilisait Dante et sa Louve, Saint François et Notre-Dame Pauvreté, les persécutions contre les hérétiques, le bûcher de Bruno et de cent autres, les guerres et les massacres des Reformes, la Saint Barthélemy, les prouesses de l'Inquisition, les histoires plus ou moins romancées du Saint Office et de la Compagnie de Jésus, la Vendée en France et le pouvoir temporel en Italie martyrisant les héros de la Renaissance, bref, tout un arsenal inépuisable d'émotions.

A cette époque un coup de fouet à cette campagne fut donné par l'adoption en France des lois supprimant l'existence juridique des congrégations religieuses, avec les opérations de police pour faire évacuer les couvents et la résistance de

foules récitant des prières - véritable divorce de la Troisième République avec la Rome des Papes; en Italie par la terrible ivresse du bloc entre socialistes de droite, républicains et démocrates radicaux dont le drapeau était le fameux journal «L'Ane» de Guido Podrecca, journal illustré qui chaque semaine exhibait jusqu'à l'écoeurement la grasse et sale figure de Pie X («Bepi») à côté de celle de son secrétaire d'Etat, le maigre espagnol Merry del Val, et qui alimentait des campagnes tapageuses contre les scandales des pensionnats catholiques et les turpitudes de curés lubriques dont les noms accédaient à la célébrité historique; au niveau international par la campagne de protestation contre l'exécution dans le fossé du Fort de Montjuich de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer en 1913, exécution attribuée à l'influence des jésuites, qui fut utilisée par les hypocrites courants bourgeois radicaux pour se mélanger aux organisations extrémistes, jusqu'à faire apparaître en public devant la Sorbonne au cours d'une grande manifestation populaire, les insignes et les tenues maçonniques portées par les dignitaires suprêmes.

La critique marxiste se dressa contre les effets délétères et contagieux de ce point de contact entre forces politiques de la classe bourgeoise et mouvement des partis ouvriers, en montrant comment cela conduisait directement à l'abandon de toute orientation de classe. Tout ce rideau de fumée idéologique sur un prétendu conflit entre bourgeois modernes et intelligents et obscurantisme religieux, tout le tapage soulevé par les manifestations multicolores de bannières tricolores et de drapeaux rouges couronnées d'un pseudo-extrémisme occupé à siffler et à huer les éventuels curés en noir croisés dans la rue, furent dénoncés comme une diversion à la formation de stricts regroupements de classe des travailleurs: seules des organisations de lutte de classe menaçant directement l'intérêt patronal et bourgeois peuvent supprimer l'exploitation capitaliste en abattant le pouvoir de l'Etat qui le défend, sans traiter différemment le patron ou le fonctionnaire de police qui se révélerait athée et ennemi du Pape.

Cette polémique, qui touchait à de profondes questions de doctrines et des expériences fondamentales de tactique politique, n'eut son plein développement que dans les pays latins à religion dominante catholique, avec des reflets et des résultats insuffisants dans les pays anglo-saxons et de l'Est de l'Europe; elle constitue cependant un aspect fondamental de la lutte marxiste contre l'opportunisme.

La lutte de la classe bourgeoise contre les pouvoirs féodaux trouva son expression théorique dans la revendication de la liberté de pensée et de la liberté de critique, nécessaires pour s'opposer au principe d'autorité fondé essentiellement sur des bases religieuses et sur les institutions ecclésiastiques. Ces grandioses mouvements, appelés sur le terrain de la pensée et de la culture, Renaissance, Réforme, illuminisme, romantisme, accompagnèrent la montée au pouvoir des marchands et des industriels bourgeois; leur tradition historique est celle du nouveau type de société capitaliste moderne. Les victimes, les opprimés, les ennemis de cette nouvelle société et de la nouvelle classe dominante, les

Aujourd'hui

travailleurs salariés, en marche vers une nouvelle révolution de classe et une nouvelle lutte pour le pouvoir, se dotent d'une doctrine nouvelle, le marxisme. Celle-ci consiste à son tour en une critique des fondements de l'ordre contemporain, de sa nature économique et de sa naissance historique, en une démolition des principes idéologiques par lesquels il se justifie. Cette doctrine socialiste se rend parfaitement compte de l'importance de la mutation sociale qui avait été annoncée par la bataille critique centre les bases de la conception idéologique du monde, par la lutte pour soustraire la recherche scientifique et la diffusion de ses enseignements au monopole religieux avec ses préjugés et ses dogmes. Mais en même temps elle découvre et dénonce l'illusion que la «liberté de pensée» soit une conquête suffisante pour éliminer de la société les rapports d'exploitation, d'injustice et d'oppression de classe.

Seules les classes qui sont ou peuvent utiliser la «liberté de pensée» et se servir des grandes forces représentées par la science, l'instruction et l'école: il s'agit de conquêtes réalisées seulement par les membres de la classe dominante, c'est-à-dire par une petite minorité privilégiée. La majorité contrainte à un surtravail et à une sous-alimentation ne tire aucun avantage de la proclamation abstraite et vide du droit de chercher, d'étudier et de reconnaître les résultats de la critique. Le droit à la nourriture et à la vie doit précéder et non suivre le droit à la pensée. La façon dont ce dernier est réalisé dans la société bourgeoise signifie seulement l'obligation des non-bourgeois et des affamés à penser selon les règles et les théorèmes des doctrines qui justifient le capitalisme et le système patronal, conformément aux intérêts des repus et des puissants.

L'axe de la position marxiste était perdu si on ne se rendait pas compte que l'engagement des forces prolétariennes dans la lutte pour la liberté de pensée «en général» coïncidait avec la lutte pour imposer aux prolétaires, parallèlement à l'esclavage économique, l'habitude de penser et de réagir - et pire encore de combattre et de se sacrifier - pour les principes sur lesquels la bourgeoisie a construit son pouvoir.

Dans la pratique et dans la chronique politique cette directive classiste se disait intransigeance, refus des blocs électoraux, incompatibilité entre appartenance au parti socialiste et à la franc-maçonnerie ou à d'autres associations anticléricales, «universités populaires», ou autres.

Alors l'adjectif «populaire» était rejeté avec dégoût. Le *populus* romain, le *demos* grec, excluait les esclaves mais comprenaient patriciens et plébéiens. Les seigneurs féodaux ne voulaient pas se considérer comme faisant partie du «peuple» en même temps que les vilains et les roturiers, mais ils vantaient la libération chrétienne des esclaves antiques. La révolution des bourgeois anti-féodaux plaça sur la scène de l'histoire le peuple, qui dans l'acception moderne signifie un ensemble de patrons, industriels, commerçants, financiers, avec les petits possédants et les salariés, ensemble indistinct aux yeux des règles juridiques. Aujourd'hui, peuple signifie union de l'exploiteur et de l'exploité.

Le marxiste qui parle de «peuple» et de «populaire» se suicide.

Après tant d'événements, nous revoici donc à la lutte contre l'obscurantisme. Les partis à étiquette communiste et socialiste, gérés de façon purement professionnelle, sont capables de recourir à n'importe quels arguments. Appelés à la lutte contre l'hitlérisme et le fascisme, ils se moquèrent des préventions anti-religieuses et anti-curés pour s'allier aux démocrates-chrétiens; ils organisèrent le travail révolutionnaire à l'église; ils autorisèrent la messe à leurs militants, ainsi que la communion et les saintes huiles; ils ratifièrent les concordats avec le Vatican, non seulement pour plaire à leurs alliés catholiques, mais encore de façon identique à la lettre aux fascistes.

Amenés aujourd'hui à lutter contre l'américanisme qui s'appuie en Italie sur les démocrates chrétiens, ils reprennent le vieil arsenal franc-maçon. Mais si les parrains américains avaient trouvé plus facile de gérer l'Italie par l'intermédiaire d'une alliance de type maçonnique, parce que Républicains, Libéraux et Sociaux-démocrates de droite se seraient révélés les plus forts, et bien vous auriez vu ces messieurs socialo-communistes faire usage avec désinvolture de la critique marxiste orthodoxe de la bourgeoisie laïque et anticléricale.

Le signal de la nouvelle orientation a été donné par l'excommunication vaticane provoquée par le fait que les staliniens locaux ont commencé à gêner non la hiérarchie catholique, mais les cercles dirigeants du capital international.

Et comme désormais le moyen unique de la lutte politique - nous ne disons pas moyen admis ou toléré, mais unique - est l'appel à la mobilisation unitaire, un appel a été aussitôt lancé à une campagne pour l'union de tous les «esprits laïques» prêts à défendre la conquête sacrée de la «liberté de pensée» et des nobles traditions anticléricales italiennes.

Nous ne savons pas où ils pourront trouver tous ces alliés, étant donné les liens des milieux petits-bourgeois et bourgeois avec l'état-major et le capital occidental. La débandade laïque était inévitable mais on essaye quand même. Comme si on pouvait ébranler les Saragat, les Pacciardi ou les bonnes âmes des Nitti, Orlando, Bonomi et autres rejetons du même type de la culture politique laïque.

Ne pouvant mobiliser les vivants, on a mobilisé les morts célèbres. Les éditeurs du parti ou plus ou moins proches republient Voltaire et les chefs staliniens préfèrent le «Traité sur la tolérance»!

La voie du recul est une voie sans fin. Partis d'un vague réformisme de la société bourgeoise, nous sommes arrivés à une défense de la révolution bourgeoise et la refabrication de celle-ci, à la répétition historique du glorieux renversement du féodalisme. Un pas en avant, deux en arrière. Aujourd'hui on glorifie le réformisme de la société féodale, la prudente revendication de permettre des cultes autres que catholiques, comme un fait plein d'actualité - évidemment concrète. Un cadavre momifié est très concret...

Sur le fil du temps

Laïcité et marxisme

(Battaglia Comunista n°36; 21-28 septembre 1949)

*Amadeo Bordiga a écrit cet article en 1949, à un moment où les partis issus de la Résistance qui dirigeaient ensemble la République italienne - non pas en revenant aux méthodes de l'époque à jamais révolue du capitalisme libéral, mais en reprenant, comme partout, bon nombre d'orientations **héritées du fascisme** qui correspondent au capitalisme ultra-développé - commençaient à se diviser. La Démocratie Chrétienne allait devenir le parti dominant, destiné à rester au pouvoir de façon quasi-ininterrompue pendant un demi-siècle, tandis que le parti stalinien, rejeté dans l'opposition, allait jouer pendant la même période le rôle irremplaçable pour la bourgeoisie de paralysie et de réduction à l'impuissance de la classe ouvrière. Dans cette reconfiguration de la scène politique bourgeoise, les partis dits de gauche devaient utiliser tout un arsenal d'argumentations politiques pour égarer les prolétaires; la «**défense de la laïcité contre le cléricalisme**» était une des plus pernicieuses parmi celles-ci. Rappelant l'expérience historique passée, Bordiga montre non seulement que le marxisme a réduit en pièces cette argumentation, mais qu'en réalité les véritables cléricaux d'aujourd'hui sont ceux qui mettent au premier plan sous le nom de défense de la laïcité, la défense de la République et de la nation, c'est-à-dire la **défense du capitalisme**.*

* * *

Hier

Les partis co-héritiers du fascisme en Italie continuent à essayer d'utiliser démagogiquement les «traditions laïques» dans leurs affrontements, faisant remonter, du fond où elle semblait être déposée, une vague de boue à la surface des eaux agitées pour mobiliser ce que Pareto aurait appelé des «résidus».

De son côté, la partie adverse nous ressort de la même façon les bienfaits de la

«tradition chrétienne» fondement de la **civilisation** romaine et européenne. Les deux camps opposés ont en commun le même objectif: en s'appuyant sur les ressources du passé, ils veulent tous deux courir au secours de la démocratie européenne et mondiale, de la nation et du peuple italiens.

Il n'y a pas de doute que les premiers sont sans aucun doute les pires escrocs puisqu'ils déclarent vouloir concilier ces moyens et ces objectifs avec les positions marxistes, avec la lutte de classe prolétarienne.

Adopter la méthode de la lutte de classe et professer la théorie marxiste, signifie en effet rejeter de l'autre côté de la barricade toutes les traditions, et, avec elles, toutes les **civilisations** qui s'appuient sur les traditions. Si parler de civilisation a un sens pour les marxistes, c'est dans la mesure où cette civilisation est encore à naître.

Le premier prix de l'incohérence et de l'effronterie revient donc aux socialo-communistes staliniens avec leur propagande actuelle de libre-penseur; la fange la plus trouble est celle qu'ils remuent afin d'égarer la classe ouvrière.

Que ne ressortent-ils pas? Quelles vieilleries ne dépoussièrent-ils pas? Saint Paul traitant Saint Pierre d'imposteur; le procès de Galilée et la falsification conformiste de l'habile tentative dialectique du mathématicien sans défense qui, pour ne pas rétracter sa thèse sur le mouvement de la Terre, affirmait que la Bible doit être lue de façon symbolique et non à la lettre, tout en assurant clairement que les recherches doivent être faites sur la base d'observations astronomiques et de calculs et non à partir de la lecture des textes sacrés (il était un vrai laïque et non pas un laïque d'opérette); les courtisanes romaines dont le Pape réglait par décret le régime et le service; le mariage pouvant se contracter sans aller à l'église tout en étant aussi valide, chose oubliée aujourd'hui où «*les socialistes ne sont plus tous des libres-penseurs*»; l'indignation des meilleurs auteurs catholiques devant le refus de l'Eglise d'admettre qu'on puisse être en même temps communiste et croyant; pour couronner le tout, la revendication de la fête du 20 septembre et l'appel à une nouvelle croisade contre le retour du pouvoir temporel de l'Eglise. Les chrétiens du Moyen Age européen, si je ne me trompe pas, menèrent huit croisades; les soi-disant marxistes de l'époque capitaliste ne voudront pas s'arrêter à huit fois huit. Nous pourrions baptiser social-croisadisme ce que nous avons appelé opportunisme, social-trahison, défaitisme ou intermédisme, à la fois puant et multiforme. Le cri d'aujourd'hui, le **dernier cri** des renégats est donc: Sauvons le Vingt Septembre (1)! Dieu le veut!

Il s'agit d'une croisade pour la défense de la précieuse pensée laïque, à laquelle une seule force, parmi toutes celles qui sont organisées dans la société, s'opposerait aujourd'hui: l'Eglise, ou plutôt l'Eglise de Rome; toutes les autres forces devraient s'unir pour la défendre, des organisations et partis ouvriers «révolutionnaires» jusqu'à l'Etat constitutionnel, et même jusqu'aux religieux croyant en Dieu et en l'évangélisme du Christ, à condition qu'ils soient opposés au **cléricalisme** qui représenterait l'influence sociale et politique de l'Eglise.

Pour clarifier la question, il suffirait de remarquer que s'il existe un ensemble d'individus ayant les mêmes opinions et les professant par des actions extérieures systématiques, c'est-à-dire une organisation au véritable sens du mot, il faudrait avoir jeté le marxisme par-dessus bord pour croire que cette organisation n'ait pas des fonctions sociales et politiques.

La lutte des **laïcs** contre les **cléricaux** est, elle aussi, une superstructure des luttes entre les classes divisées par des intérêts économiques opposés. A chaque révolution de classe, le camp des laïques et des cléricaux change; les cléricaux d'aujourd'hui sont les laïques d'hier. Une seule révolution ne donnera pas naissance à des cléricaux, celle qui parviendra à supprimer les classes. Ils n'y sont pas arrivés en Russie, et leur parti est le plus clérical de tous, philistin au point de savoir mettre en scène la **pièce** antipharisienne.

Face à l'Eglise juive traditionnelle et à l'état théocratique et oligarchique de l'époque, le mouvement du Christ était un mouvement laïque: il débuta par la tentative de briser le monopole de la synagogue et des pharisiens sur la direction et l'éducation des masses, sur l'énonciation et le contrôle des opinions et des revendications d'après le conformisme des textes sacrés, c'est-à-dire selon les intérêts constitués de la classe dominante. Nous pouvons utiliser à juste titre le terme de laïque pour la phase de critique théorique et de propagande lorsque le Christ, sans entrer dans la carrière hiérarchique des rabbins, des scribes et des docteurs, prétend débattre dans le temple, exercer la médecine, parler à la foule, organiser une école de disciples en dehors des réseaux officiels et des castes traditionnelles. Nous utiliserons le terme de mouvement révolutionnaire quand la masse esclave abandonnera tout respect vis-à-vis de Caïphe, d'Hérode, de Pilate et de César et prendra les armes.

Lorsque Pierre, désormais investi de la charge de Chef, voulut rattacher la nouvelle doctrine et la nouvelle organisation à la tradition mosaïque pure et par là faire descendre chaque catéchumène chrétien d'un juif orthodoxe et circoncis, il se heurta à l'affirmation de Paul selon laquelle tout le monde quelle que soit son origine, même barbare et païenne, peut accéder à la nouvelle doctrine puisque elle a coupé tous les ponts avec le régime qu'elle a renversé. Evidemment Paul parle encore en laïque tandis que Pierre se comporte en clérical. D'où l'épithète d'imposteur que, comme le rappelle Ubertazzi dans «l'Avanti!», Paul raconte dans l'épître aux Galates avoir lancé dans le débat au chef des apôtres.

C'est dans ce même sens que sont anti-laïques et que méritent le même épithète ces ex-marxistes qui prétendent concilier la nouvelle foi révolutionnaire avec le maintien et la défense des traditions du régime qui doit être renversé, revendiquant comme Togliatti la libre-pensée, comme Nenni (2) la fête la Porte Pia, excluant de leurs rangs ceux qui se refusent que les positions socialistes soient subordonnées à leurs paroles pharisiennes de démocratie, de nation et de patrie.

Alors que l'école chrétienne victorieuse s'organisa au cours siècles suivants dans la puissante hiérarchie des prêtres, dès l'époque de Dante apparurent les

laïques, c'est-à-dire de nouveaux éléments d'avant-garde produits par la nouvelle classe qui naissait, prétendant ne pas être exclus de l'étude, de l'enseignement, de la critique, en opposition théorique avec les préceptes des écritures chrétiennes et des sanhédryns de l'Eglise. Celle dernière, qui avait monopolisé mais non supprimé la culture, la science et la philosophie, réalisa son chef d'œuvre dans la scolastique qui relie ses textes aux acquis de la pensée classique et au savoir aristotélicien transmis par les mécréants traducteurs arabes. C'est derrière cette redoute qu'elle attendait de pied ferme l'assaut, reflet de la lutte de classe entre la bourgeoisie moderne et l'aristocratie féodale. Nous pouvons ranger parmi les laïques de cette période historique, les humanistes de la Renaissance, les savants et les philosophes d'Italie, de France et d'Allemagne, les chefs religieux de la Réforme qui introduisent le droit à la critique dans la foi chrétienne, le simple fidèle pouvant l'interpréter de façon différente de celle du clergé, bref, tout ce mouvement bien connu.

La constitution du pouvoir capitaliste dans les principales nations par les révolutions bourgeoises a liquidé historiquement cette grande lutte par la défaite de l'Eglise. Les convulsions de la lutte apaisées, la nouvelle classe dominante n'a plus voulu l'interdiction des cultes et la destruction des organisations religieuses, mais elle supprima peu à peu leur influence sur l'école, sur la diffusion des idées sous toutes ses formes, comme la presse, la littérature, le théâtre, etc.

Dans les pays où les églises réformées s'étaient déjà détachées de la papauté romaine, ce processus de systématisation s'est avéré plus facile que dans ceux de religion catholique, où Rome reconnut cependant progressivement les nouveaux régimes, en même temps que la bourgeoisie rangeait le fait religieux parmi les armes de défense de sa domination. Preuve en est Napoléon, selon les mots d'Anatole France: *«Il était trop avisé pour ne pas mettre dans son jeu le vieux Yahvé (le dieu chrétien) encore puissant sur la terre et qui lui ressemblait par son esprit de violence et de domination. Il le menaça, le flatta, le caressa, l'intimida. Il emprisonna son Vicaire, auquel il demanda, le couteau sur la gorge, l'onction qui, depuis l'antique Saül, rend les rois forts; il restaura le culte du démiurge (Yahvé lui-même, dans la terminologie de l'ange rebelle qui parle), fit chanter des Te Deum pour lui et se fit reconnaître par lui Dieu sur la terre, au moyen de petits catéchismes diffusés dans tout l'Empire. Ceux-ci unirent leurs voix, et ce fut un beau vacarme».*

Littérature? Mais combien différente de cette littérature rance et **laïque** des Hugo et des Carducci!

Aujourd'hui

Dans la société actuelle, la laïcité bourgeoise signifie ceci: guerre plus déisme. Déjà à l'époque du tintamarre anticlérical, un des piliers de notre critique du front

unique laïque - premier véritable précurseur de tous les fronts uniques qui ont conduit le drapeau de la Révolution dans le fumier - était le suivant: les orientations anticléricales, commun dénominateur des résidus laïques, conduisait directement aux positions patriotiques et nationalistes, à cause de l'abandon l'indépendance de classe, et des conséquences particulières de la situation italienne.

Une des raisons, mais pas la seule, pour laquelle parmi les pays catholiques l'Italie ne s'était pas organisée en unité étatique avant la révolution libérale, était l'existence en Italie, à Rome, du centre de l'Eglise catholique. L'affrontement juridique devait se traduire en un affrontement politique et militaire car il était de nature territoriale, la capitale revendiquée par la bourgeoisie se trouvant être située dans l'Etat temporel du Pape.

Les marxistes révolutionnaires de tous les pays avaient su répondre à la formule de Cavour, *l'Eglise libre dans l'Etat libre*, théorème de Pythagore du laïcisme qui réapparaît aujourd'hui. Si le prolétariat ne peut vaincre qu'en ôtant à la bourgeoisie la liberté de conserver son Etat, il peut d'autant moins laisser libre de vivre et d'agir l'Eglise qui défend cet Etat bourgeois moderne après avoir défendu le pouvoir dont ce dernier a pris la place.

Quant à la question de la capitale du nouveau régime, la position de classe du prolétariat ne pouvait avoir rien de commun avec la tradition bourgeoise, romantique et démocratique, de «Rome ou la mort!».

C'était dès lors le cas de dire, comme dans l'épigramme bien connu, que si Turin pleure de désespoir au départ de la Cour, de la même façon que Rome exultera dix ans plus tard à son arrivée, «*Florence, le gracieux berceau de l'art, se moque de savoir quand elle arrive et quand elle part*».

Non seulement les effusions laïques de tout 20 septembre ont eu un effet anti-classiste et contre-révolutionnaire certain; non seulement elles ont servi à alimenter la propagande social-patriotique de la guerre «anticléricale» de 1915 - et il est donc normal de demander au jamais marxiste Nenni, va-t-en guerre d'alors et parrain des vellétés anti-curés des premiers faisceaux mussoliniens, de faire la campagne actuelle de bourrage de crâne avec des phrases du style: *Mussolini, le plus anti-chrétien des Italiens!* ; mais en outre elles ont mené tout droit à l'apologie de la Maison de Savoie. Les mérites de celle-ci ont été historiquement infinis; de même que le roi Victor Emmanuel, la bonne âme, prétendait vouloir détrôner Mussolini par l'état de siège, son grand-père, surpris au milieu des chevaux par les nouvelles de la Porte Pia, frappa de sa casquette le cul d'une jument et s'écria en dialecte qu'il parlait non seulement mieux que l'italien mais aussi que le français ancestral: «*anca sta balossada m'han fait fé...!*» (3). L'histoire pousse tous ces guignols de rois, de présidents et de chefs de parti à endosser des rôles dont ils n'ont jamais rêvé.

Et toute cette boue devrait remonter aujourd'hui et devenir une revendication de classe des ouvriers; ces derniers devraient se saigner pour entretenir des feuilles qui traitent de ces choses! Et tout ce conformisme rance serait la pensée

laïque de notre époque!

De même que Saint Paul était laïque par rapport à Saint Pierre et Dante par rapport à la Curie Romaine, Marx a été pour notre époque un laïque en tant que savant critique et porte-parole révélateur d'une nouvelle classe; il a osé étudier, chercher à connaître et proclamer la critique des traditions sans jouir d'aucune place, d'aucun titre ni d'aucun prix pour ses travaux. Les cléricaux d'aujourd'hui ne sont plus les Papes, mais les Smith, les Ricardo, les Pareto et les Einaudi, intellectuels entretenus dans leur suffisance pseudo-scientifique par les compagnies industrielles, les universités bourgeoises et les républiques démocratiques.

Lénine, avec les siens, fut un laïque et un combattant de la révolution puisque il balaya non seulement trône et autel, dieu et patrons, mais qu'il brisa le mensonge de la duperie démocratique et de la libre-pensée en réalisant la première dictature de classe. Lénine a confirmé pour toujours dans le domaine critique le non-sens de la liberté de pensée, d'opinion, de science et d'enseignement. C'est lui qui a écrit aussi que le prolétariat ne sera libre de penser que lorsque les salles de réunion, les sièges des associations, les écoles, les universités, les imprimeries des journaux, les théâtres et les cinémas ne dépendront plus de l'organisation et du pouvoir capitalistes. Il ne s'agit pas de libérer les esprits, mais de s'emparer de toutes ces positions les armes à la main, et d'en interdire l'usage aux défenseurs des doctrines traditionnelles, aux prêtres de *Yahvé* ainsi qu'à ceux du *Ploutos* capitaliste et du *Démós* prostitué.

Il est impossible de revenir au fantôme de la tradition laïque bourgeoise sans renier tout cela, sans trahir le socialisme. Il peut évidemment y avoir derrière ce fantôme trompeur des personnes qui, comme Nenni, n'ont pas trahi puisqu'elles n'ont jamais professé le socialisme. Car s'il fallait une preuve que revendiquer le laïcisme, c'est se transformer en bourgeois, il suffirait d'écouter ses propos: il déplore ouvertement que l'oubli du 20 Septembre est l'humiliation de l'Etat italien, la trahison du rôle et de la mission de la Nation.

Comment celui qui n'a jamais fréquenté les sections socialistes de l'époque pourrait-il savoir qu'on s'interdisait d'aller la plus laïque des fêtes laïques, justement parce qu'on voulait briser en deux la Nation, saboter son rôle et sa mission, en rêvant de réussir à développer notre rôle et notre mission internationales de classe dans l'humiliation de l'Etat de Rome, de la Rome de 1870?

(1) Le 20 septembre 1870, l'armée de la Maison de Savoie, luttant pour les intérêts révolutionnaires bourgeois, entra dans Rome par la Porte Pia. Le 20 septembre devint une fête laïque en tant que victoire sur la papauté et le cléricalisme.

(2) Togliatti était le dirigeant du PC Italien et Nenni celui du Parti Socialiste.

(3) «Ils m'ont aussi fait faire cette saloperie!». Le roi était en réalité hostile à la prise de Rome.

AUX EDITIONS PROGRAMME

Mise à jour Janvier 2005

(La liste ci-dessous des textes publiés n'est pas complète pour des raisons de place. Pour connaître la totalité et les détails de nos publications, commandez le «Catalogue des publications» des Ed. Programme - 2 €)

EN FRANÇAIS

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) **2 à 3€ le numéro**
- Numéros 51 à 57 **2€**
- Numéro 58 (112 pages) **4€**
- Numéros 59 à 88 **2€**
- Numéro 89 **3€**
- Numéros 90 à 97 **4€**
- Numéros 98 **8€**

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- 1. Communisme et fascisme (Nouvelle édition, 2001) **8€**
- 2. Parti et classe **5€**
- 3. Les Fondements du communisme révolutionnaire (Nouvelle édition, 2004) **3€**
- 4. Eléments d'orientation marxiste **épuisé**
- 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») **3€**
- 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe **épuisé**
- 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) **9€**
- 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) **6€**
- 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) **10€**
- 10. Eléments de l'économie marxiste **10€**

Brochures « le prolétaire »

- 5. Question féminine et lutte de classe (1977) **1€**
- 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) **1€**
- 7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977) **1€**
- 8. Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) **1€**
- 9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977) **1€**
- 10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978) **1€**
- 11. Auschwitz ou le grand alibi (1960) **1€**
- 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) **épuisé**
- 13. Le marxisme et l'Iran (1980) **1€**
- 14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de 6 ans de lutte (1981) **1€**

- 15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) **1€**
- 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) **1€**
- 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) **1,5€**
- 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) **1€**
- 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste **2€**
- 21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) **1,5€**
- 22. Marxisme et science bourgeoise **1,5€**
- 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme. (1999) **1,5€**
- 24. Mai-Juin 68 : Nécessité du parti politique de classe **1,5€**
- 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne/Italie 1921-1924 (Mai 2001) **1,5€**
- 26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) **1,5€**
- 27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois ! (oct. 2001) **1,5€**
- 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002) **1,5€**
- 29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) **2€**
- 30. Le marxisme et la question palestinienne **4€**
- 31. La laïcité, principe bourgeois (Mars 2005) **2€**

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme **0,5€**
- Révolution et contre-révolution en Russie **1€**
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) **1€**
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) **1€**
- Ni putes, ni soumises ... mais au service de l'état bourgeois **0,5€**

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

- 1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979) **2€**

- 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981) **1€**
- 3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» (1982) **2€**

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) **épuisé**
- vol. I bis (raccolta di scritti 1912-19) **10€**
- vol. II (1919-1920) **18€**
- vol. III (1920-1921) **épuisé**
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi **20€**

I testi del partito comunista internazionale

- 1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario **5€**
- 2. In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia) **9€**
- 4. Partito e classe **5€**
- 5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati **5€**
- 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia) **9€**
- 7. Lezioni delle controrivoluzioni **5€**

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia (1976) **4€**
- Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi (1977) **6€**
- Il proletariato e la guerra (1978) **6€**
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale (1980) **8€**

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese **3,5€**
- La lotta di classe dei popoli non bianchi **3,5€**
- La successione delle forme di riduzione nella teoria marxista **5,5€**
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune **5,5€**
- Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) **3,5€**
- Abaco della economia marxista **3,5€**
- Lotta di classe e questione femminile **5,5€**
- La teoria marxista della moneta **3,5€**
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale **3,5€**
- Antimilitarismo di classe e guerra **4,5€**
- Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti **4,5€**
- P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922. **5,5€**
- Auschwitz, o il grande alibi **3,5€**
- Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003) **4€**
- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa - (Novembre 2004) **2€**

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe **1,5€**
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) **1,5€**
- Il marxismo e l'Iran (1980) **1,5€**
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981) **2€**
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale **1,5€**
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) **1,5€**
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe! **1,5€**
- Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952 **1,5€**
- Chi siamo e che cosa vogliamo (1969) **2€**
- Punti di azione sindacale (1972) **2€**
- Orientamenti pratici di azione sindacale (1975) **1,5€**
- Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978) **2€**
- Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983) **1,5€**

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism **5€**
- Party and Class **5€**
- Communist Program (Organ of the International Communist Party) Ns 1 to 7 **3€**
- The Party's Programme **1,5€**
- The Proletarian (Nr. 1) (February 2002) **1€**

EN ESPAGNOL

- 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario **4€**
- 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase **4€**
- 3. Partido y clase **épuisé**
- El Programa Comunista **2€**
- n°1 à 38, n°40 **2€**
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) **4€**
- n° 41, 42, 43, 44 **3€**
- n° 45 **4€**
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) **1,5€**

EN ALLEMAND

- 1. Die Frage der revolutionären Partei **3€**
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland **3€**
- 3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus **2€**
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus **3€**
- 5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen? **4€**

6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3€
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3€
Broschüren	
• Ausschwitz oder das grosse alibi	1€
• Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975)	4€
• Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976)	5€
EN ARABE	
• Pour le parti ouvrier indépendant	1€
• Thèses caractéristiques du parti	2€
• Les communistes et la question de la liberté politique	1,5€
• Manifeste du P.C. International	2€
• Ce qui distingue notre parti	0,5€
EN PORTUGUAIS	
1. Teses características do partido	1,5€
2. Lições das contra-revoluções	1,5€
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5€
• As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5€
ENTURC	
• Karl Marx Friedrich Engels: Komünist partisi manifestosu	1,5€
• Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1€
• Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus, 1981 - 1983)	1€
EN HOLLANDAIS	
• Het demokratisch principe	1€
EN POLONAIS	
• W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5€
EN PERSE	
• Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5€
• Les fedayins et la question de l'Etat	1€
EN GREC	
• Parti et classe	3€
EN DANOIS/SUEDOIS	
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	3€
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3€
AUTRES TEXTES DANS LA BIBLIOTHEQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE	
En italien	
• Amadeo Bordiga: Economia marxista ed economia controrivoluzionaria (263 p.) - Ed. Iskra	12€
• Amadeo Bordiga: I fattori di razza e nazione nella	

teoria marxista (175 p.) - Ed. Iskra	10€
• A. Bordiga: Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale - Ed. Iskra	10€
• Amadeo Bordiga: Imprese economiche di pantalone (153 p.) - Ed. Iskra	12€
• Amadeo Bordiga: Proprietà e capitale (202p.) - Ed. Iskra	12€
• Amadeo Bordiga: Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - Ed. Iskra	12€
• A. Bordiga: Dialogato con Stalin - Ed. Sociali	8€
• A. Bordiga: Dialogato coi Morti - Ed. Sociali	épuisé
• O. Perrone: La tattica del Comintern 1926 - 1940 - Ed. Sociali	épuisé
• Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.) - Ed. Iskra	10€
• Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.) - Ed. Iskra	10€
• Trotsky, Vujovic, Zinoviev: Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (299 p.) - Ed. Iskra	12€
• Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.) - Ed. Iskra	10€
• William D. Haywood: La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.) - Ed. Iskra	12€
• N. Bucharin-L. Trotsky: Ottobre 1917: Dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletariato	10€
• La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione - Ed. Sociali	7€
En français	
• Léon Trotsky: Terrorisme et communisme - Ed. Prométhée	10€
• A. Bordiga: Facteur de race et de nation dans la théorie marxiste - Ed. Prométhée	épuisé
En russe	
• <i>Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 1</i> : (Au sommaire: - Qu'est-ce que le parti Communiste International - Révolution et contrerévolution en Russie - critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré - programme du Parti Communiste International)	3€
• <i>Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 2</i> : (Au sommaire: - le tournant des Front Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1976) - Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire (1976) - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (Réunion de san Donà, déc. 1992)	3€

«Le marxisme et la question palestinienne»

AU SOMMAIRE

• Introduction • Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463, Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002) • Une répression bestiale bien préparée (*Tract du PCInt. - Mars 2002*) • Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16 février-avril 1989) • Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989) • Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12, Aprile 1988) • Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août 7 sept. 1987) • Rompre l'isolement des masses palestiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982) • En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980) • Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) : La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient • Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) : Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires • La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973) • **Annexes** : - Seul le renver-

sement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (*Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003*) - Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe - Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois
(Brochure «le prolétaire»; n° 30; format A4; 68 pages; 3 €; parue en août 2004)



PAIEMENT : Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; prioritaire: nous consulter)

AVERTISSEMENT:

- les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.
- les prix indiqués dans ce catalogue n'ont de valeur que pour l'année en cours.
- les prix directement imprimés sur les brochures, journaux et livres, compte tenu de la date d'édition parfois ancienne, ne font pas toujours foi.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les

employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques prébourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

